

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 18 ΙΟΥΛΙΟΥ 1986	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 98

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1628

Κύρωση: 1. της Σύμβασης για την ίδρυση ενός Ευρωπαϊκού Πανεπιστημιακού Ινστιτούτου, 2. του Πρωτοκόλλου σχετικά με τα προνόμια και τις ασυλίες του Πανεπιστημιακού Ευρωπαϊκού Ινστιτούτου και 3. της τελικής Πράξης αυτής.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

'Αρθρο πρώτο.

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Σύμβαση για την ίδρυση ενός Ευρωπαϊκού Πανεπιστημιακού Ινστιτούτου, το Πρωτόκολλο σχετικά με τα Προνόμια και τις ασυλίες του Πανεπιστημιακού Ευρωπαϊκού Ινστιτούτου και η τελική Πράξη αυτής που υπογράφτηκαν στη Φλωρεντία στις 19 Απριλίου 1972 και των οποίων το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION PORTANT CRÉATION D'UN INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANCAISE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND DUC DE LUXEMBOURG,

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS.

RÉSOLUS à favoriser le progrès des connaissances dans des domaines qui présentent un intérêt particulier pour le développement de l'Europe, notamment sa culture, son histoire, son droit, son économie et ses institutions

DÉSIREUX de promouvoir une coopération dans ces domaines et de susciter des efforts de recherche en commun.

DÉCIDÉS à réaliser les intentions formulées en la matière dans les déclarations adoptées par les chefs d'Etat ou de gouvernement réunis à Bonn le 18 juiller 1961 et à la Haye les 1er et 2 décembre 1969,

CONSIDÉRANT qu'il convient de fournir un nouvel apport à la vie intellectuelle de l'Europe et de créer dans cet esprit un institut européen au niveau universitaire le plus élevé,

ONT DÉCIDÉ de créer un institut universitaire et de définir les conditions dans lesquelles il doit fonctionner et ont désigné à cet effect comme plénipotentiaires;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

M. Léon HUREZ.
ministre de l'éducation nationale (F);

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

M. Rolf LAHR,
ambassadeur de la république fédérale d'Allemagne à Rome;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANCAISE:

M. Jacques DUHAMEL,
ministre des affaires culturelles;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE:

M. Aldo MORO,
ministre des affaires étrangères,
M. Riccardo MISASI,
ministre de l'éducation nationale;

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG:

M. Jean DUPONG,
ministre de l'éducation nationale;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS:

M. Th. E. WESTERTERP,
secrétaire d'Etat aux affaires étrangères;

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER
PRINCIPES RELATIFS A LA CRÉATION DE L'INSTITUT

Article premier

Par la présente convention, les États membres des Communautés européennes (ci-apres dénommés États contractants) créent en commun l'Institut universitaire européen (ci-après dénommé Institut) doté de la personnalité juridique.

L'Institut a son siège à Florence.

Article 2

1. L'Institut a pour mission de contribuer, par son action dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, au développement du patrimoine culturel et scientifique de l'Europe considéré dans son unité et sa diversité. Les travaux portent également sur les grands mouvements et les institutions qui caractérisent l'Europe dans son histoire et son évolution. Ils tiennent compte des relations avec les civilisations extra-européennes.

Cette mission est accomplie par la voie de l'enseignement et de la récherche au niveau universitaire le plus élevé.

2. L'Institut doit être également le lieu de rencontre et de confrontation d'idées et d'expériences sur des sujets relevant des disciplines faisant l'objet de ses études et recherches.

Article 3

1. Les États contractants prennent toutes les mesures propres à faciliter l'accomplissement de la mission de l'Institut, dans le respect de la liberté de la recherche et de l'enseignement.

2. Les États contractants favorisent le rayonnement de l'Institut dans le monde universitaire et scientifique. À cet effet, ils assistent l'Institut en vue d'établir une coopération appropriée avec les institutions universitaires et scientifiques situées sur leur territoire, ainsi qu'avec les organismes européens et internationaux compétents pour les questions d'éducation, de culture et de recherche.

3. Dans le cadre de ses compétences, l'Institut coopère avec les universités et tous les organismes d'enseignement et de recherche nationaux ou internationaux désireux de lui prêter leur concours; il peut conclure des accords avec des États et des organismes internationaux.

Article 4

L'Institut et son personnel jouissent des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de leur mission, conformément au protocole qui est annexé à la présente convention et qui en fait partie intégrante.

L'Institut conclut avec le gouvernement de la République italienne un accord de siège, approuvé à l'unanimité par le conseil supérieur.

CHAPITRE II
STRUCTURES ADMINISTRATIVES

Article 5

Les organes de l'Institut sont:

a) le conseil supérieur,
b) le président de l'Institut,
c) le conseil académique.

Article 6

1. Le conseil supérieur est formé de représentants des gouvernements des États contractants; chaque gouvernement dispose d'une voix au sein de ce conseil et y délègue deux représentants.

Le conseil supérieur se réunit au moins une fois par an à Florence.

2. La présidence du conseil supérieur est assurée à tour de rôle par chacun des États contractants pour une durée d'un an.

3. Le président de l'Institut, le secrétaire général et un représentant des Communautés européennes participent sans droit de vote aux séances du conseil supérieur.

4. Le conseil supérieur est responsable de l'orientation principale de l'Institut; il règle le fonctionnement de celui-ci et veille a son développement. Il facilite les relations, d'une part, entre les gouvernements au sujet de l'Institut et, d'autre part, entre l'Institut et les gouvernements.

Pour accomplir les tâches qui lui sont ainsi confiées, le conseil supérieur prend les décisions nécessaires dans les conditions prévues aux paragraphes 5 et 6.

5. Statuant à l'unanimité, le conseil supérieur.

a) établit les dispositions réglementaires régissant le fonctionnement de l'Institut, ainsi que les dispositions réglementaires financières prévues à l'article 26;

b) arrête les modalités selon lesquelles le choix des langues de travail est opéré, conformément à l'article 27;

c) établit le statut du personnel de l'Institut; ce statut doit définir le mécanisme de règlement des différends entre l'Institut et les bénéficiaires du statut;

d) décide la création des postes permanents de professeurs attachés à l'Institut;

e) invite les personnalités définies à l'article 9 paragraphe 3 à participer, dans les conditions qu'il détermine, aux activités du conseil académique;

f) conclut l'accord de siège entre l'Institut et le gouvernement de la République italienne, ainsi que tout instrument visé à l'article 3 paragraphe 3;

g) procède a la première nomination du président et du secrétaire général de l'Institut;

h) admet une dérogation à l'article 8 paragraphe 3;

i) modifie la répartition en départements prévue à l'article 11 ou crée de nouveaux départements;

j) émet l'avis favorable visé à l'article 33;

k) prend les dispositions visées à l'article 34.

6. Statuant à la majorité qualifiée, le conseil supérieur prend les décisions autres que celles prévues au paragraphe 5, notamment celles qui concernent :

a) la nomination du président et du secrétaire général de l'Institut;

b) l'approbation du budget de l'Institut et la décharge à donner au président sur l'exécution du budget;

c) l'appobation, sur proposition du conseil academique, des lignes générales de l'enseignement;

d) l'établissement de son règlement intérieur.

7. Les votes relatifs aux décisions requérant la majorité qualifiée sont affectés de la pondération suivante :

Belgique;	5,
Danemark;	3,
République fédérale d'Allemagne;	10,
France:	10,
Irlande;	3,
Italie;	10,
Luxembourg;	2,
Pays-Bas:	5,
Royaume Uni;	10.

Les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins quarante et une voix exprimant le vote favorable d'au moins six gouvernements.

8. Les abstentions ne font pas obstacle à l'adoption des délibérations du conseil supérieur qui requièrent l'unanimité.

Article 7

1. Le président dirige l'Institut. Il procède ou veille à l'exécution des actes et décisions pris en application de la convention et prend les décisions administratives qui ne relèvent pas de la competence des autres organes de l'Institut.

2. Il est chargé de l'administration de l'Institut. Il assure la représentation juridique de celui-ci.

Il établit le projet de budget annuel et le projet de prévisions financières triennales et les présente au conseil supérieur après consultation du conseil académique.

Il nomme les chefs de départements et les membres du corps enseignant, désignés par le conseil académique conformément à l'article 9 paragraphe 5 sous d).

Il nomme les membres du personnel administratif de l'Institut.

3. Le président de l'Institut est choisi par le conseil supérieur, sur une liste de trois noms proposés par le conseil académique.

Il est nommé pour trois ans. Son mandat peut être renouvelé une fois.

Article 8

1. Un secrétaire général assiste le président de l'Institut dans ses tâches d'organisation et d'administration.

2. Son mandat et la durée de celui-ci sont fixés par les dispositions réglementaires visées à l'article 6 paragraphe 5 sous a).

3. Le secrétaire général et le président de l'Institut ne peuvent être de la même nationalité, sauf décision contraire prise à l'unanimité par le conseil supérieur.

Article 9

1. Le conseil académique possède une compétence générale en matière de recherche et d'enseignement, sans préjudice des compétences des autres organes de l'Institut.

Il est présidé par le président de l'Institut.

2. Sont membres du conseil académique;

a) le président de l'Instatut;

b) le secrétaire général de l'Institut qui participe aux travaux sans droit de vote;

c) les chefs de départements;

d) tout ou partie des professeurs attachés à l'Institut;

e) des représentants des autres membres du corps enseignant;

f) des représentants des chercheurs.

3. Le conseil supérieur peut inviter à participer aux activités du conseil académique, dans les conditions qu'il détermine, des personalités ressortissantes des États contractants et appartenant aux différentes catégories de la vie économique, sociale et culturelle, désignées en raison de leurs compétences.

4. Les dispositions réglementaires prévues à l'article 6 paragraphe 5 sous a) déterminent :

a) le nombre des membres du conseil académique représentant les catégories indiquées au paragraphe 2 sous d), e), f) ainsi que les modalités de leur désignation et la durée de leur mandat;

b) les règles de majorité applicables au sein du conseil académique.

5. Le conseil académique.

a) élabore les programmes d'études et de recherches;

b) participe à l'élaboration du projet de budget

annuel ainsi que du projet de prévisions finaneières triennales;

c) prend les dispositons d'exécution en matière de recherche et d'enseignement qui ne relèvent pas de la compétence des autres organes de l'Institut;

d) siégeant en formation restreinte, réservée aux seuls enseignants dont la qualité est au moins égale à celles des personnes concernées, désigne les chefs de départements, les professeurs et les autres enseignants appelés à faire partie du corps enseignant de l'Institut;

e) détermine les conditions dans lesquelles sont attribués les titres et certificats prévus à l'article 14;

f) établit la liste des membres des jurys d'admission et de fin d'études;

g) examine le projet de rapport d'activité établi par le président de l'Institut et soumis au conseil supérieur.

6. Le conseil académique peut prendre l'initiative de soumettre au conseil supérieur des propositions concernant les questions qui relèvent de la compétence de ce conseil.

7. Un bureau du conseil académique présidé par le président de l'Institut, assisté du secrétaire général et composé du président et des chefs de départements exerce les tâches particulières qui lui sont confiées par le conseil académique. Il rend compte à celui-ci des conditions dans lesquelles il a exercé ces tâches.

CHAPITRE III

STRUCTURES ACADEMIQUES

A. Organisation académique

Article 10

L'Institut est organisé en départements qui constituent les unités de base de la recherche et de l'enseignement et au sein desquels sont regroupés des séminaires.

Article 11

1. Dès sa création, l'Institut comporte quatre départements respectivement consacrés aux disciplines suivantes :

- histoire et civilisation.
- sciences économiques,
- sciences juridiques,
- sciences politiques et sociales.

Le conseil supérieur, statuant à l'unanimité, peut, après consultation du conseil académique et compte tenu de l'expérience acquise, modifier cette répartition ou créer de nouveaux départements. Le conseil académique peut formuler des recommandations à cet effet.

2. Dans le cadre des moyens qui lui sont ouverts par le budget ainsi que des programmes arrêtés par le conseil académique, le département dispose d'une large autonomie dans l'exécution des travaux d'étude et de recherche qui lui incombent et est doté du personnel nécessaire à son fonctionnement.

Article 12

1. L'essentiel des activités de recherche s'effectue au sein des séminaires ou des équipes de recherche. L'activité d'un séminaire peut s'intéger à celle d'autres séminaires du même département ou d'autres départements.

L'organisation des divers séminaires et des équipes de recherche relève de la responsabilité des chefs de départements. Les travaux sont le fruit d'une collaboration active entre les enseignants et chercheurs qui établissent en commun les méthodes de travail et définissent les conditions du développement des travaux.

2. Les travaux de recherche à mener dans les séminaires et équipes de recherche doivent être définis dans la limite des programmes d'études et de recherches prévus à l'article 9 paragraphe 5 et en considération de la mission de l'Institut.

Le sujet des travaux à effectuer par chaque séminaire et équipe de recherche est porté à la connaissance du conseil académique par les chefs de départements après concertation avec les professeurs et les assistants.

3. L'Institut peut organiser des stages et des colloques auxquels peuvent participer des personnes ayant déja acquis une expérience professionnelle dans les disciplines faisant l'objet d'études et de recherches de l'Institut.

Article 13

1. L'Institut dispose d'une bibliothèque et d'un service de documentation relevant du budget annuel de fonctionnement.

2. La République italienne s'engage à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à conclure tous les accords permettant aux enseignants et chercheurs d'utiliser à Florence, et si nécessaire dans d'autres villes d'Italie, les archives et bibliothèques et d'avoir accès aux musées.

Les modalités d'application de cette disposition sont réglées dans l'accord de siège.

Article 14

1. L'Institut est habilité à décerner, dans les disciplines faisant l'objet de ses études et recherches, un doctorat de l'Institut universitaire européen aux chercheurs qui ont accompli au moins deux années d'études dans l'Institut et présenté un travail de recherche original de haute qualité ayant recueilli l'accord de l'Institut et qui doit être publié conformément aux dispositions fixées en application du paragraphe 3.

2. L'Institut est habilité à décerner des certificats d'assiduité aux chercheurs.

3. Les conditions de délivrance du titre et du certificat prévus au présent article sont déterminées par le conseil académique; ces conditions requièrent l'apporobation du conseil supérieur.

B. Corps enseignant et chercheurs

Article 15

1. Les corps enseignant est composé des chefs de départements, des professeurs, des assistants et des autres enseignants.

2. Les membres du corps enseignant sont choisis parmi les personnalités ressortissantes des États contractants dont les qualifications sont de nature à conférer une haute valeur aux travaux de l'Institut. En outre, l'Institut peut faire appel au concours de ressortissants d'autres États.

3. Les États contractants prennent, dans les limites de leurs possibilités, toutes dispositions utiles en vue de faciliter la mobilité des personnes appellées à faire partie du corps enseignant de l'Institut.

Article 16

1. Au sens de la convention, les chercheurs de l'Institut sont les étudiants ou chercheurs titulaires de titres universitaires nationaux jutifiant de leur aptitude à entreprendre ou poursuivre des recherches

et qui répondent aux conditions prévues à l'article 27 paragraphe 3 et sont admis à l'Institut.

2. L'Institut est ouvert aux ressortissants des États contractants.

Des ressortissants d'autres États peuvent être admis dans les limites et conditions fixées par les dispositions réglementaires arrêtées par le conseil supérieur après consultation du conseil académique.

3. L'admission à l'Institut est prononcé par le jury d'admission sur la base des règles fixées par la convention et par les dispositions réglementaires arrêtées par le conseil supérieur. Le jury tient compte de la qualification des candidats et, dans la mesure du possible, de leur origine géographique.

Les autorités compétentes des États contractants prêtent leur concours à l'Institut en vue de l'application de la procédure d'admission.

Article 17

1. Chacun des États contractants favorisé, dans la limite des crédits disponibles, l'octroi de bourses à ceux de ses ressortissants admis à l'Institut dont la situation le rendrait nécessaire, en prenant, le cas échéant, toutes mesures utiles pour l'adaptation appropriée des dispositions régissant l'octroi des bourses.

2. Les dispositions réglementaires financières peuvent prévoir la création d'un fonds spécial destiné à l'attribution de certaines bourses. Ce fonds pourrait notamment être alimenté par des contributions privées.

3. Les dispositions précédentes n'excluent pas que les chercheurs de l'Institut puissent bénéficier des bourses attribuées par les Communautés européennes aux chercheurs effectuant des travaux concernant la construction européenne.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 18

1. Il est établi pour chaque exercice un budget de fonctionnement.

2. Toutes les recettes et les dépenses de l'Institut doivent faire l'objet de prévisions pour chaque exercice budgétaire et être inscrites au budget.

Le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses.

Les dispositions réglementaires financières énumèrent les recettes de l'Institut.

3. L'exercice budgetaire commence le 1er janvier et s'achève le 31 décembre.

4. Les recettes et les dépenses sont exprimées en lires italiennes.

Article 19

1. Les contributions financières des États contractants destinées à faire face aux dépenses prévues au budget de l'Institut sont déterminées selon la clef de répartition suivante :

Belgique;	6,04 %
Danemark;	2,47 %
République fédérale d'Allemagne;	21,16 %
France;	21,16 %
Irlande:	0,62 %
Italie;	21,16 %
Luxembourg;	0,19 %
Pays-Bas;	6,04 %
Royaume-Uni;	21,16 %

2. À partir du 1er janvier 1978, le financement est fixé sur des bases à définir au cours d'un examen effectué à partir du 1er janvier 1977, compte tenu du développement enregistré à cette date au sein des Communautés européennes et de l'alternative offerte par le financement communautaire.

Article 20

1. Les dépenses inscrites au budget sont autorisées pour la durée d'un exercice budgétaire sauf dispositions contraires arrêtées conformément à l'article 26.

2. Dans les conditions qui seront déterminées en application de l'article 26, les crédits, autres que ceux relatifs aux dépenses de personnel, qui seront inutilisés à la fin de l'exercice budgétaire pourront faire l'objet d'un report qui sera limité au seul exercice suivant.

3. Les crédits sont spécialisés par chapitre groupant les dépenses selon leur nature ou leur destination et subdivisés, pour autant que de besoin, conformément aux dispositions réglementaires financières.

Article 21

1. Le président exécute le budget conformément aux dispositions réglementaires financières et dans la limite des crédits alloués. Il rend compte de sa gestion au conseil supérieur.

2. Les dispositions réglementaires financières peuvent prévoir des virements de crédits, soit de chapitre à chapitre, soit de subdivision à subdivision.

Article 22

Si au début d'un exercice budgétaire le budget n'a pas encore été voté, les dépenses peuvent être effectuées mensuellement par chapitre ou par autre subdivision, d'après les dispositions réglementaires financières, dans la limite du douzième des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, sans que cette mesure puisse avoir pour effet de mettre à la disposition de l'Institut des crédits supérieurs au douzième de ceux prévus dans le projet de budget en préparation.

Le conseil supérieur statuant à la majorité qualifiée peut, sous réserve que les autres conditions fixées à l'alinéa précédent soient respectées, autoriser des dépenses excédant le douzième.

Les États contractants versent chaque mois, à titre provisionnel et conformément à la clef de répartition retenue pour l'exercice précédent, les sommes nécessaires en vue d'assurer l'application du présent article.

Article 23

1. Le conseil superieur nomme deux vérificateurs de nationalité différente pour une période de trois ans. Le mandat de ces vérificateurs est renouvelable.

La vérification, qui a lieu sur pièces et au besoin sur place, a pour objet de constater la légalité et la régularité de la totalité des recettes et dépenses et de s' assurer de la bonne gestion financière.

Les vérificateurs soumettent annuellement au conseil supérieur un rapport sur le résultat de leur examen.

Le président fournit tout resneignmenent et toute assistance dont les vérificateurs peuvent avoir besoin dans l'exercice de leurs fonctions.

2. Les dispositions réglementaires financières déte minent les conditions dans lesquelles décharge est donnée au président sur l'exécution du budget.

Article 24

1. Le président établit un projet de prévisions

financières triennales et, après consultation du conseil académique, les soumet au conseil supérieur pour examen et appréciation.

2. Les modalités d'application du paragraphe 1 sont fixées par les dispositions règlementaires financières.

Article 25

1. La République italienne met gratuitement à la disposition de l'Institut un terrain situé à Florence, ainsi que les bâtiments nécessaires au fonctionnement de l'Institut et en assume l'entretien.

Dans les mêmes conditions, la Republique italienne met à la disposition du corps enseignant, des chercheurs ainsi que du personnel de l'Institut, un restaurant équipé et un foyer construit sur le terrain de l'Institut.

2. Les modalités d'application du paragraphe 1 sont réglées dans l'accord de siège.

Article 26

1. Le conseil supérieur, statuant à l'unanimité sur proposition du président de l'Institut ou de l'un des membres du conseil supérieur, arrête les dispositions réglementaires. financières spécifiant notamment :

a) les modalités relatives à l'établissement et à l'exécution du budget annuel, ainsi qu'à la reddition et à la vérification des comptes;

b) les modalités relatives à l'établissement des prévisions financières triennales;

c) les modalités et la procédure de versement et d'utilisation des contributions des États membres;

d) les règles et modalités de contrôle de la responsabilité des ordonnateurs et comptables.

2. Les dispositions réglementaires financières prévues au paragraphe 1 peuvent prévoir la création d'un comité budgétaire et financier composé de représentants des États contractants et chargé de préparer les délibérations du conseil supérieur en matière budgétaire et financière.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 27

1. Les langues officielles de l'Institut sont l'allemand, l'anglais, le denois, le français, l'italien et le néerlandais.

2. Pour chacune des activités académiques, deux langues de travail sont choisies parmi les langues énumérées au paragraphe 1, comptenu des connaissances linguistiques et des souhaites des enseignants et des chercheurs.

Les modalités selon lesquelles ces langues sont choisies, sont fixées par le conseil supérieur, statuant à l'unanimité.

3. Les enseignants et les chercheurs doivent avoir des connaissances suffisantés de deux langues parmi celles énumérées au paragraphe 1.

Le conseil académique peut admettre une exception pour les spécialistes appelés à participer à des travaux déterminés de l'Institut.

Article 28

Dans chacun des États contractants, l'Institut jouit de la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par les législations nationales. Il peut notamment acquérir ou aliéner des biens immobiliers ou mobiliers, conclure des contrats et ester en justice; à cet effet, il est représenté par son président.

Article 29

Tout différend qui pourrait survenir entre les États contractants ou entre un ou plusieurs États contractants et l'Institut, au sujet de l'application ou de l'interprétation de la convention, et qui n'a pas pu être réglé au sein du conseil supérieur, est, à la demande d'une partie au litige, soumis à arbitrage.

En ce cas, le président de la Cour de justice des Communantés européennes désigne l'instance arbitrale appelée à régler ce différend.

Les États contractants s'engagent à exécuter les décisions de l'instance arbitrale.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 30

1. Le conseil supérieur se réunit immédiatement après l'entrée en vigueur de la convention.

2. Le conseil supérieur conclut l'accord de siège et met en place les autres organes prévus dans le convention.

3. Les huit premiers enseignants de l'Institut sont choisis à l'unanimite par un comité provisoire composé de deux représentants de chacun des États contractants, dont au moins un universitaire.

Le Conseil académique peut valablement délibérer dès qu'il est composé du président, du secrétaire général et de ces huit enseignants.

Article 31

Le première nomination du président et du secrétaire général de l'Institut est effectuée par le conseil supérieur statuant à l'unanimité

Article 32

1. L'adhésion de tout État membre des Communautés européennes, autre que les États contractants s'effectue par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du gouvernement de la République italienne.

2. L'adhésion prend effet à la date à laquelle le conseil supérieur, statuant à l'unanimité et en accord avec l'État adhérent, a déterminé les modifications nécessaires à apporter aux dispositions de la convention, notamment à son article 6 paragraphe 7 et à son article 19 paragraphe 1.

Article 33

Le gouvernement de tout État contractant, le président de l'Institut ou le conseil académique peuvent soumettre au conseil supérieur des projets tendant à la révision de la convention. Si le conseil supérieur statuant à l'unanimité, émet un avis favorable à la réunion d'une conférence des représentants des gouvernements des États contractants, celle-ci est convoquée par le gouvernement qui assume la présidence du conseil supérieur.

Article 34

Si une action d'un des organes de l'Institut apparait nécessaire pour réaliser un des objets définis par la convention, sans que celle-ci ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le conseil supérieur statuant à l'unanimité prend les dispositions appropriées.

Article 35

1. La convention s'applique au territoire européen des États contractants, aux départements français

d'outre-mer ainsi qu'aux territoires français d'outre-mer.

2. Par dérogation au paragraphe 1, la convention ne s'applique pas aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre; elle ne s'applique pas non plus aux iles Anglo-Normandes et à l'île de Man sauf si le goovernement du Royaume'-Uni déclare, au moment d'adhérer à la eonvention ou à une date ultérieure, que la convention s'applique à un ou plusieurs de ces territoires.

3. Par dérogation au paragraphe 1, la eonvention ne s'applique pas aux iles Féroé. Toutefois, le gouvernement du royaume de Danemark peut notifier, par une déclaration déposée au plus tard le 31 décembre 1975 auprés du gouvernement de la République italienne, qui en remet une copie certifiée conforme au gouvernement de chacun des autres États contractants, qu la convention est applicable à ces îles.

4. Tout État contractant peut déclarer, par notification au gouvernement de la République italienne, au moment de la signature, de la ratification, de l' acceptation ou de l'approbation de la convention, ou ou de l'adhésion à celle-ci, ou à tout moment ultérieur, que la convention s'appliquera à celui ou à ceux des territoires de dehors de l'Europe désignés par ladité déclaration, dont il assure les relations internationales.

Article 36

La convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation, en conformité avec les dispositions constitutionnelles des Etats contraetants. Elle entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date de la réception de la dernière notification de l'accomplissement de ces formalités par le gouvernement de la République italienne.

Article 37

Le gouvernement de la République italienne notifie aux États contractants.

a) toute signature;

b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, ou d'adhésion, ainsi que de toute déclaration visée à l'article 35 paragraphe 2;

e) l'entrée en vigueur de la eonvention;

d) toute modification apportée à la convention conformément à l'article 33.

Article 38

La convention, rédigée en langue allemande, en langue françaises, en langue italienne et en langue néerlandaise, les quatre textes faisant également foi, est déposée dans les archives du gouvernement de la République italienne qui remet une copie certifiée conformà e chacun des gouvernements des autres Etats contractants.

Les textes de la convention rédigés en langues anglaise, danoise et irlandaise, tels qu'ils figurent en annexe à la décision du conseil supérieur précisant les modifieations rendues nécessaires par l'adhésion du royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'ont foi en même titre que les textes originaux mentionnés ci-dessus, et le gouvernement de la République italienne en remet une copie certifiée conforme au gouvernement de chaeun des autres États contractants.

PROTOCOLE SUR LES PRIVILÉGES ET IMMUNITÉS DE L'INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN

LES TATS ÉPARTIES A LA CONVENTION portat création d'un institut universitaire européen, signée à Florence le 19 avril 1972.

DÉSIREUX de définir les privilèges et immunités néeessaires au bon fonctionnement de cet institut.

SONT CONVENUS des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

Régime applicable à l'Institut

Article premier

Dans le cadre de ses activités officielles, l'Institut universitaire européen, ci-après dénommé l'Institut, bénéficie de l'immunité d'exécution sauf :

a) en cas d'action civile intentée par un tiers pour les dommages résultant d'un accident causé par un véhicule automoteur appartenant à l'Institu ou circulant pour son compte, ainsi que, en cas d'infraction à la réglementation de la circulation automobile concernant le véhicule précité;

b) en cas d'exécution d'une décision arbitrale ou juridictionnelle prononcée en application d'une disposition de la convention ou du présent protocole ;

c) si le conseil supérieur statuant à l'unanimité a, dans un cas particular, renoncé au bénéfiee de la présente disposition.

Article 2

1. Les locaux et bâtiments de l'Institut sont inviolables. La présente disposition ne fait pas obstacle à l'exécution des mesures prises en application de l'article 19 ou autorisées par le conseil supérieur statuant à l'unanimité.

2. L'Institut ne permettra pas que ses locaux et bâtiments servent de refuge à toute personne poursuivie à la suite d'un délit flagrant ou d'un crime faisant l'objet d'un mandat de justice, d'une condamnation pénale ou d'un arrêté d'expulsion.

3. Les archives de l'Instatut sont inviolables.

Article 3

Les biens et avoirs de l'Institut ne peuvent être l'objet d'aucune mesure de contrainte administrative ou préalable à un jugement, telles que réquisition, confiscation, exprporiation ou saisie conservatoire, sauf dans les cas prévus à l'article 1er sous a), b) et c).

Article 4

1. Les produits importés ou exportés par l'Institut et strictement nécessaires à l'exerciee de ses aetivités officielles sont exempts de toute taxe sur le chifite d'affaires, de tous droits de douane et autres impôts ou redevances, prohibitions ou restrictions à l'impertation ou à l'exportation, sans préjudiee des dispositions nationales relatives à la protection du partimoine artistique et culturel des États contractants.

2. La circulation des publications et autres matériels d'information expédiés par l'Institut ou à ce dernier dans le cadre de ses activités officielles n'est soumise à aucune restriction.

3. Pour ses communications officielles et le transfert de tous ses documents, l'Institut bénéficie sur le territoire de chaque État eontractant du traitement accordé par cet État aux organisations internationales. La correspondance officielle et les autres communications officielles de l'Institut ne peuvent être censurées.

Article 5

1. Dans le cadre de ses activités officielles, l'Institut

ses avoirs, ses revenus et ses autres biens sont exonérés de tous impôts directs.

2. Lorsque l'Institut effectue des achats importants et strictement nécessaires à l'exercice de ses activités officielles et dont le prix comprend des droits indirects ou des taxes à la vente, des dispositions sont prises par les Etats contractants chaque fois qu'il est possible. en vue de la remise ou du remboursement du montant des droits et taxes de cette nature.

4. Aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les impôts, taxes et droits qui ne constituent en fait que la simple rémunération de services d'utilité publique.

Article 6

L'Institut peut recevoir et détenir tous fonds, devises, numéraires ou valeurs mobilières; il peut en disposer librement sous réserve des dispositions nationales relatives au contrôle du change, pour l'exercice de ses activités officielles et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie dans la mesure nécessaire pour faire face à ses engagements.

CHAPITRE II

Régime applicable aux représentants des États contractants, au président, au secrétaire général et aux membres du corps enseignement et autres personnes relevant de l'Institut.

Article 7

Les représentants des États contractants ainsi que leurs conseillers participant aux réunions du conseil supérieur de l'Institut jouissent pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance des lieux d'activité des privileges, immunités ou facilités suivantes :

a) immunité d'arrestation personnelle ou de détention, ainsi que de saisie de leurs bagages personnels, à l'exception de cas de flagrant délit;

b) immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, pour les actes, y compris leurs paroles et écrits, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions;

c) inviolabilité des papiers et documents officiels :

d) putes les facilités administratives nécessaires d'usage, notamment en matière de déplacement et de séjour.

Les dispositions de cet article s'appliquent également au représentant des Communautés européennes participant aux réunions du conseil supérieur.

Article 8

Les États contractants, en étroite/collaboration avec l'Institut, prennent toutes les mesures en leur pouvoir afin d'accorder aux personnalités participant aux travaux de l'Institut, et notamment à célles visées à l'article 9 paragraphe 3 de la convention, toutes les facilités administratives nécessaires, notamment en matière de déplacement, de séjour et de change.

Article 9

1. Le président. le secrétaire général et, sous réserve des dispositions de l'article 13, les membres du corps enseignant et les membres du personnel de l'Institut.

a) jousissent, même après qu'ils ont cessé d'être au service de l'Institut, de l'immunité de juridiction pour les actes, y compris les paroles et écrits, accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et dans la limite de leurs attributions; cette immunité ne joue cependant pas dans le cas d'infraction à la réglementation de la circulation commise par les personnes susvisées ou de dommage causé par un véhicule automoteur leur appartenant ou conduit par elles;

b) jouissent, avec les membres de leur famille vivant à leur foyer, des mêmes exceptions aux dispositions limitant l'immigration et réglant l'enregistrement des étrangers que celles généralement reconnues aux membres du personnel des organisations internationales;

c) jouissent, en ce qui concerne les réglementation monétaires ou de change, des mêmes privilèges qus ceux généralement reconnus aux membres du personnel des organissations internationales;

d) jouissent du droit d'importer en franchaise de douane leur mobilier, leur automobile affectée à leur usage personnel et leurs effets personnels, à l'occasion de leur première installation dans l'État intéressé pour une durée d'un an au moins, et du droit, à la cessation de leurs fonctions dans ledit État, d'exporter en franchise leur mobilier, leur automobile affectée à leur usage personnel et leurs effets personnels sous réserve, dans l'un ou l'autre cas, des conditions et restrictions prévues par la législation de l'État où le droit est exercé.

2. Les États contractants prennent, en étroite collaboration avec l'Institut, toutes les mesures utiles pour faciliter l'entrée, le sejour et la départ des personnes appelées à bénéficier des dispositions du présent article.

Article 10

Les États contractants prennent, en étroite collaboration avec l'Institut, toutes les mesures utiles pour assurer et faciliter l'entrée, le séjour et le départ des chercheurs.

Article 11

1. Le statut du personnel et des dispositions réglementaires définiront le régime des prestations sociales applicables au président, au secrétaire général, aux membres du corps enseignant, au personnel et aux chercheurs.

Si de telles prestations ne sont pas prévues, les personnes visées à l'alinéa précédent peuvent opter entre l'application de la législation de l'État de siège et l'application de la législation de l'État contractant à laquelle elles ont été soumises en dernier lieu ou de l'État contractant dont elles sont ressortissantes.

Cette option, qui ne peut être effectuée qu'une seule fois, prend effet à la date d'entrée dans l'Institut.

2. Des dispositions appropriées seront prises dans le cadre du statut et des dispositions réglementaires en ce qui concerne les membres du corps enseignant et les chercheurs ressortissants d'États autres que les États contractants.

Article 12

1. Dans les conditions et suivant. la procédunfixée par le conseil supérieur statuant dans le déles d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la coat vention, le président, le secrétaire général, les membrei du corps enseignant et le personnel de l'Institut seronv soumis au profit de celui-ci à un impôt sur les traitements et émoluments versés par lui. À compter de la date où cet impôt sera appliqué, lesdits traitements et émoluments seront exempts d'impôts nationaux sur le revenu, les États contractants se réservant la possibilité de faire état de ces traitements et émoluments pour le calcul du montant de l'impôt à percevoir sur les revenus d'autres sources.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne sont pas applicables aux rentes et pensions versées par l'Institut

aux anciens présidents et secrétaires généraux ainsi qu'aux anciens membres de son corps enseignant et de son personnel.

3. Pour l'application des impôts sur les revenus et sur la fortune, des droits de succession, ainsi que des conventions tendant à éviter les doubles impositions conclues entre les États contractants, le président, le secrétaire général, les membres du corps enseignant et le personnel de l'Institut qui, en raison uniquement de l'exercice de leurs fonctions au service de l'Institut, établissent leur résidence sur le territoire d'un État contractant autre que le pays du domicile fiscal qu'ils possèdent au moment de leur entrée au service de l'Institut, sont considérés, tant dans le pays de leur résidence que dans le pays du domicile fiscal, comme ayant conservé leur domicile dans ce dernier pays, si celui-ci est un État contractant. Cette disposition s'applique également au conjoint dans la mesure ou celui-ci n'exerce pas d'activité professionnelle propre, ainsi qu'aux enfants à charge et sous la garde des personnes visées au présent article.

Article 13

Le conseil supérieur, statuant à l'unanimité, détermine les catégories de personnes auxquelles s'appliquent en tout ou partie les dispositions des articles 9 à 12.

CHAPITRE III

Dispositions générales

Article 14

1. Les privilèges, immunités et facilités accordés par le protocole le sont exclusivement dans l'intérêt des États contractants ou de l'Institut, et non pour l'avantage personnel des bénéficiaires.

2. Les autorités compétentes ont non seulement le droit mais encore le devoir de lever l'immunité si celle-ci entrave l'action de la justice et si elle peut être levée sans compromettre les fins pour lesquelles elle a été accordée.

3. Les autorités compétentes visées au paragraphe 2 sont :

– les États contractants en ce qui concerne leurs représentants siégeant au conseil supérieur de l'Institut,

– les institutions des Communautés européennes en ce qui concerne le représentant des Communautés européennes participant aux séances du Conseil supérieur de l'Institut,

– le conseil supérieur de l'Institut en ce qui concerne le président et le secrétaire général,

– le président de l'Institut en ce qui concerne les membres du corps enseignant et le personnel de l'Institut.

Article 15

Les dispositions du présent protocole ne peuvent mettre en cause le droit pour chacun des États contractants de prendre toutes les précautions utiles dans l'intérêt de sa sécurité.

Article 16

Aucun État contractant n'est tenu d'accorder à ses propres ressortissants et aux résidents permanents les privilèges et immunités mentionnés à l'article 7, à l'article 9 sous c) et d) et à l'article 10.

Article 17

Les activités officielles de l'Institut au sens du présent protocole comprennent son fonctionnement administratif et ses activités d'enseignement et de recherche en vue de la réalisation des buts définis par la convention portant création d'un Institut universitaire européen.

Article 18

Sans préjudice des dispositions de l'article 9 paragraphe 1 sous d), aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les biens destinés exclusivement aux besoins propres des membres du personnel de l'Institut.

Les biens importés ou acquis sous le bénéfice des dispositions du présent protocole ne peuvent être par la suite vendus, cédés ou loués qu'aux conditions fixées par les gouvernements des États qui ont accordé les exemptions.

Article 19

1. Les dispositions du présent protocole seront appliquées dans un esprit d'étroite coopération par le président de l'Institut et les autorités compétentes des États contractants en vue de faciliter, dans le respect de l'indépendance de l'Institut, une bonne administration de la justice, l'application de la législation sociale, des règlements de police, de sécurité ou de santé publique et en vue d'empêcher tout abus des privilèges, immunités et facilités prévus par le protocole. La procédure de coopération mentionnée dans le présent paragraphe pourra être précisée dans les accords complémentaires prévus à l'article 20.

2. Les noms, qualités et adresses des personnes bénéficiant des dispositions des articles 9 à 12 ainsi que le régime qui leur est applicable sont communiqués périodiquement aux gouvernements des États contractants.

Article 20

Des accords complémentaires peuvent être conclus entre l'Institut et un ou plusieurs États contractants en vue de l'exécution et de l'application du présent protocole. Le conseil supérieur arrête à l'unanimité les décisions concernant l'application du présent article.

Article 21

Les dispositions de l'article 29 de la convention sont applicables aux différends relatifs au présent protocole.

ACTE FINAL

LES PLÉNIPOTENTAIRES DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

réunis à Florence le 19 avril 1972 pour la signature de la convention portant création d'un institut universitaire européen.

ONT ARRÊTÉ LES TEXTES CI-APRÈS :

– convention portant création d'un Institut universitaire européen,

– protocole sur les privilèges et immunités de l'Institut universitaire européen :

Au moment de signer ces textes, les plénipotentiaires ont

– adopté les déclarations figurant à l'annexe 1,

– pris acte des déclarations du gouvernement de la république fédérale d'Allemagne figurant à l'annexe II.

ANNEXE 1

Déclarations se rapportant à des dispositions de la convention

Ad article 6

Paragraphe 1

a) Le règlement intérieur du conseil supérieur détermine les conditions dans lesquelles les représentants des gouvernements peuvent se faire assister d'experts.

b) Le règlement intérieur préeisera que le conseil supérieur se réunit selon les besoins et qu'il peut se réunir également dans d' autres lieux que Florence, situés sur le territoire des Etats eontractants.

c) Le conseil supérieur prendra les mesures nécessaires pour les publieations offieielles de l'Institut; il peut à cet effet avoir recours à l'Office des publieations officielles des Communautés européennes.

Paragraphe 5 sous c)

Les dispositions de l'article 6 paragraphe 5 sous c) n'excluent pas la possibilité, pour le conseil supérieur, de désigner la Cour de justice des Communautés européennes —après consultation du président de cette dernière— comme instance appelée à régler les différends entre l'Institut et son personnel.

Ad article 10

L'organisation des recherches dans tel ou tel départetment signifie simplement que ce département en est l'animateur principal. Ceci n'exclut nullement le reeours aux autres départements pour garantir à chaeune des aetivités scientifiques le caraetère interdisciplinaire indispensable.

Ad article 12

a) Les séminaires et les équipes de recherche seront eonstitués pour le temps nécessaire à l'étude du thème choisi ou à l'accomplissement de la recherche envisagée.

b) En ce qui concerne les méthodes de travail, la formation dispensée par l'Institut reposera essentiellement sur la participation à des travaux de recherche. La durée de ces recherches pourra être variable, mais l'octroi d'un titre spécifique devra requérir une période de travail d'au moins deux années et la présentation d'un travail de recherche original dans les eonditions fixées à l'article 14 de la convention.

Ad article 14

a) Les titres prévus à l'article 14 paragraphe 1 seront, par exemple, les suivants :

«Docteur en droit de l'Institut universitaire européen de Florence»,

«Docteur ès sciences politiques de l'Institut universitaire européen de Florence».

b) Le problème des équivalences qui seraient reconnues au doetorat de l'Institut sera étudié le plus rapidement possible dans un eadre plus large; le conseil supérieur pourra, le cas échéant, adresser sur ce point des recommandations aux gouvernements des Etats contractants.

c) La publication d'un travail de recherche a pour obje de le rendre accessible au public intéressé. Les dispositions à prendre en application de l'article 14 paragraphe 3 préciseront donc que cette publication peut être assurée, non seulement par publication dans une revue ou sous forme de brochure ou de livre, mais également par tout autre procédé de multiplication approprié (microfilm, ronéotage, etc.).

Ad article 15

Paragraphe 1

Le mandat des professeurs attachés à l'Institut à titre permanent est de trois ans et peut être renouvelé.

Paragraphe 3

Il s'agit notamment du maintien des droits acquis sur le plan national et, le cas échéant, de l'aequisition de tels droits, ainsi que de la possibilité de retourner dans un établissement du pays de provenance, notamment dans les cas où le séjour à l'Institut serait d'une durée limitée.

Ad article 16

Paragraphe 1

Compte tenu du niveau des études et des exigences de l'organisation des travaux, le nombre éventuel des chercheurs se situera, au moins dans une première phase, entre 250 et 600.

Paragraphe 3

a) Les dispositions concernant l'admission des étudiants ou chercheurs doivent préciser notamment le niveau requis des études déjà accomplies et de la connaissance des langues officielles de l'Institut.

b) Les mots «tenir compte dans la mesure du possible de leur origine géographique» doivent être interprétés dans le sens que la qualification est le principal critère dont devra tenir compte le jury, mais que celui-ci devra également veiller à une répartition équilibrée entre les différentes nationalités des chercheurs.

Ad article 17

Il est recommandé que les représentants des gouvernements au sein du conseil supérieur se concertent afin que le taux et les modalités d' attribution des bourses accordées par chacun des Etats contractants soient comparables.

Ad article 25

a) Le premier équipement des bâtiments nouvellement construits ou agrandis et mis à la disposition de l'Institut universitaire européen par le gouvernement de la République italienne est à la charge de ce gouvernement.

b) L'équipement mobilier et didactique reste le type d'investissement amortissable par des dotations budgétaires normales et est donc étroitement lié au fonetionnement de l'Institut; il est normal que ce soit le budget annuel qui supporte ces dotations.

Les dépenses relatives à l'équipement complémentaire sont à la charge du budget de l'Institut et financées selon les règles habituelles de financement des dépenses de l'Institut.

Ad article 26

Les dispositions réglementaires financières préciseront que, pour le eas où les États eontractants,verseraient leurs contributions dans leurs monnaies nationales :

– les soldes disponibles de ces contributions seront déposés auprès des Trésors des États contraetants ou des organismes désignés par cet États.

– pendant la durée de ce dépôt, les fonds déposés conserveront la valeur correspondant à la parité en vigueur au jour de dépôt par rapport à l'unité monétaire dans laquelle sera établi le budget de l'Institut.

Ad article 29

Deuxième alinéa

Le texte de l'article 29 de la convention n'exclut pas que la Cour de justice des Communautés européennes puisse être désignée comme instance arbirrale par le président de celle-ci.

Ad article 30

Un comité préparatoire composé de représentats des gouvernements et d'un représentant de la Commission (sans droit de vote) se réunira après la signature de la

convention. Il procédera aux travaux préparatoires nécessaires et notamment à l'établissement d'un projet d'accord de siège afin que la mise en place de l'Institut soit assurée dans les meilleurs délais après l'entrée en vigueur de la convention.

II. Déclarations diverses

A. Financement et structures de l'Institut.

a) Le président se verra attribuer le traitement et les indemnités d'un professeur, majorés pendant la durée de son mandat administratif d'une indemnite de charges administratives (environ 20% du traitement);

b) Le traitement du secrétaire général doit être inférieur à celui du président et pourrait être equivalent au traitement d'un professeur;

c) Le résultat des recherches de l'Institut doit faire l'objet de publications et il convient de prévoir à cette fin un poste spécial dans le budget, dès la deuxième ou la troisième année de fonctionnement.

B. Logement des chercheurs

Le gouvernement de la République italienne assurera moyennant un loyer modéré; le logement des chercheurs.

Les mesures qui seront éventuellement prises en cette matière ne doivent pas grever le budget de l'Institut.

C. Ahsésion éventuelle d'États non membres des Communautés européennes.

Quatre ans après l'entrée en vigueur de la convention, le conseil supérieur, après avoir consulté le conseil académique, présentera aux États contrants un rapport concernent l'insertion éventuelle dans la convention d'une clause permettant à des États, autres que les États membres des Communautes européennes, d' adhérer à la convention.

D. Réexamen du probleme d'une éventuelle denonciation.

La question d'une dénonciation éventuelle de la convention fera l'objet d'un réexamen en même temps que le rapport prévu par la déclaration C.

E. Collège d'Europe à Bruges.

Les États contractants prennent acte de la déclaration suivante, retenue lors de la session du Conseil et de la conférence des ministres de l'éducation nationale des États membres du 16 novembre 1971 :

«Les instances académiques des Instituts de Florence et de Bruges doivent collaborer entre elles pour organiser et déterminer de la façon la plus appropriée leurs programmes d'études respectifs pour tout ce qui concerne les matières et activités parallèles ou convergentes».

ANNEXE II

Déclarations du gouvernement de la république fédérale d'Allemagne

Le gouvernement de la république fédérale d'Allemagne se réserve le droit de déclarer, lors du dépôt de son instrument de ratification de la convention portant création d'un institut universitaire européen, que la présente convention s'applique également au Land de Berlin.

En ce qui concerne la définition des «ressortissants», le gouvernement de la république fédérale d'Allemagne se réfère à la déclaration qu'il a faite le 25 mars 1957 lors de la signature des traités instituant la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique.

ΣΥΜΒΑΣΗ

Περί ιδρύσεως ενός ευρωπαϊκού πανεπιστημιακού Ινστιτούτου.

Η Α.Μ. ο Βασιλεύς του Βελγίου, ο Πρόεδρος της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, ο Πρόεδρος της Γαλλικής Δημοκρατίας, ο Πρόεδρος της Ιταλικής Δημοκρατίας, η Α.Β.Υ. ο Μ. Δούκας του Λουξεμβούργου, η Α.Μ. η Βασίλισσα της Ολλανδίας,

Αποφασισμένοι να υποστηρίξουν την πρόοδο των γνώσεων στους τομείς που έχουν ένα ξεχωριστό ενδιαφέρον για την ανάπτυξη της Ευρώπης, ιδιαίτερα την κουλτούρα της, την ιστορία της, το δίκαιο, την οικονομία και τους θεσμούς της,

Επιθυμώντας να προωθήσουν τη συνεργασία στους τομείς αυτούς και να υποκινήσουν κοινές προσπάθειες στον τομέα της έρευνας,

Αποφασισμένοι να υλοποιήσουν τις προθέσεις που διατυπώθηκαν σχετικά στα ανακοινωθέντα των αρχηγών κρατών ή κυβερνήσεων που συναντήθηκαν στη Βόννη τη 18.7.1961 και στη Χάγη την 1η και 2η του Δεκεμβρίου 1969,

Πιστεύοντας ότι πρέπει να δοθεί μία νέα ώθηση στην πνευματική ζωή της Ευρώπης και να δημιουργηθεί, με αυτό το πνεύμα, ένα ευρωπαϊκό ινστιτούτο ανώτατου πανεπιστημιακού επιπέδου,

Αποφασίζουν να ιδρύσουν ένα Ευρωπαϊκό Πανεπιστημιακό Ινστιτούτο και να καθορίσουν τις προϋποθέσεις υπό τις οποίες πρέπει να λειτουργεί, ορίζοντας, για το σκοπό αυτόν, σαν πληρεξουσίους:

Η Αυτού Μεγαλειότης ο Βασιλεύς των Βέλγων:
κον LEON HUREZ
Υπουργό Εθνικής Παιδείας

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΓΕΡΜΑΝΙΑΣ:
κον ROLF LAHR
Πρεσβευτή της Ο.Δ.Γ. στη Ρώμη

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΓΑΛΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ:
κον JACQUES DUHAMEL
Υπουργό Πολιτισμού.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΙΤΑΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ:
κον ALDO MORO
Υπουργό Εξωτερικών
κον RICCARDO MISANI
Υπουργό Εθνικής Παιδείας

Η ΑΥΤΟΥ ΥΨΗΛΟΤΗΣ Ο ΜΕΓΑΣ ΔΟΥΞ ΤΟΥ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΥ:
κον JEAN DUPONG
Υπουργόν Εθνικής Παιδείας

Η ΑΥΤΗΣ ΜΕΓΑΛΕΙΟΤΗΣ Η ΒΑΣΙΛΙΣΣΑ ΤΗΣ ΟΛΛΑΝΔΙΑΣ:
κον TH. E. WESTERTERP
Υφυπουργό Εξωτερικών

οι οποίοι, αφού αντάλλαξαν τα νομίμως έχοντα πληρεξούσιά τους, συμφώνησαν τα ακόλουθα:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι

ΑΡΧΕΣ ΣΧΕΤΙΚΕΣ ΜΕ ΤΗ ΔΗΜΙΟΥΡΓΙΑ ΤΟΥ ΙΝΣΤΙΤΟΥΤΟΥ

Άρθρο 1.

Με την παρούσα σύμβαση, τα Κράτη Μέλη των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων αποκαλούμενα εφεξής συμβαλλόμενα Κράτη ιδρύουν από κοινού το Ευρωπαϊκό Πανεπιστημιακό Ινστιτούτο (αποκαλούμενο εφεξής Ινστιτούτο) που έχει νομική προσωπικότητα.

Το Ινστιτούτο έχει την έδρα του στη Φλωρεντία.

Άρθρο 2.

1. Το Ινστιτούτο έχει σαν αποστολή να συμβάλλει, με τη δραστηριότητά του στον τομέα της ανώτατης παιδείας και της έρευνας, στην ανάπτυξη της πνευματικής και επιστημονικής κληρονομιάς της Ευρώπης, λαμβάνοντας υπόψη την ενότητά της και τις διαφορές της. Οι εργασίες θα έχουν επίσης σαν αντικείμενο θέματα σχετικά με τις μεγάλες πνευματικές κινήσεις και τους θεσμούς που χαρακτηρίζουν την ευρωπαϊκή ιστορία και την εξέλιξή της και θα λαμβάνουν υπόψη τις σχέσεις με τους εξωευρωπαϊκούς πολιτισμούς.

Αυτή η αποστολή επιτυγχάνεται μέσω της διδασκαλίας και της έρευνας στο πιο υψηλό πανεπιστημιακό επίπεδο.

2. Το Ινστιτούτο πρέπει να είναι επίσης τόπος ανταλλαγής απόψεων και εμπειριών σε θέματα που αποτελούν αντικείμενα των μελετών και ερευνών του.

Άρθρο 3.

1. Τα συμβαλλόμενα Κράτη λαμβάνουν όλα τα κατάλληλα μέτρα για να διευκολύνουν την εκπλήρωση της αποστολής του Ινστιτούτου, σεβόμενα την ελευθερία της έρευνας και της διδασκαλίας.

2. Τα συμβαλλόμενα Κράτη ευνοούν την προβολή του Ινστιτούτου στον πανεπιστημιακό και επιστημονικό χώρο. Γι' αυτόν το σκοπό βοηθούν το Ινστιτούτο προκειμένου να δημιουργήσει την κατάλληλη συνεργασία με τα πανεπιστημιακά και επιστημονικά ιδρύματα της επικράτειάς τους, όπως και με τους ευρωπαϊκούς και διεθνείς οργανισμούς αρμόδιους σε θέματα εκπαίδευσης, πολιτισμού και έρευνας.

3. Στα πλαίσια των αρμοδιοτήτων του, το Ινστιτούτο συνεργάζεται με τα πανεπιστήμια και τους εκπαιδευτικούς και ερευνητικούς οργανισμούς, εθνικούς ή διεθνείς, που επιθυμούν να του προσφέρουν τη βοήθειά τους. Μπορεί να συνάψει συμφωνίες με κράτη και διεθνείς οργανισμούς.

Άρθρο 4.

Το Ινστιτούτο και το προσωπικό του χαίρουν των προνομίων και ασυλιών, των αναγκαίων για την εκπλήρωση της αποστολής τους, σύμφωνα με το πρωτόκολλο που επισυνάπτεται στην παρούσα Συνθήκη και που αποτελεί αναπόσπαστο μέρος της.

Το Ινστιτούτο συνάπτει με την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας μία συμφωνία για την έδρα, που εγκρίνεται ομόφωνα από το ανώτατο συμβούλιο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ

ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΕΣ ΔΟΜΕΣ

Άρθρο 5.

Τα όργανα του Ινστιτούτου είναι:

α) Το ανώτατο συμβούλιο.
β) Ο πρόεδρος του Ινστιτούτου.
γ) Το ακαδημαϊκό συμβούλιο.

Άρθρο 6.

1. Το ανώτατο συμβούλιο αποτελείται από εκπροσώπους των κυβερνήσεων των συμβαλλόμενων Κρατών. Κάθε κυβέρνηση έχει μία ψήφο στα πλαίσια του συμβουλίου όπου αποστέλλει δύο εκπροσώπους.

Το ανώτατο συμβούλιο συνεδριάζει τουλάχιστο μία φορά το χρόνο στη Φλωρεντία.

2. Η Προεδρία του ανώτατου συμβουλίου αναλαμβάνεται εκ περιτροπής από κάθε συμβαλλόμενο Κράτος για ένα χρόνο.

3. Ο Πρόεδρος του Ινστιτούτου, ο γενικός γραμματέας και ο εκπρόσωπος των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων συμμετέχουν χωρίς δικαίωμα ψήφου στις συνεδριάσεις του ανώτατου συμβουλίου.

4. Το ανώτατο συμβούλιο είναι αρμόδιο για τη βασική κατεύθυνση του Ινστιτούτου. Ρυθμίζει τα θέματα λειτουργίας του και είναι υπεύθυνο για την ανάπτυξή του. Διευκολύνει τις διακυβερνητικές επαφές για ότι αφορά το Ινστιτούτο αφενός και αφετέρου τις επαφές μεταξύ του Ινστιτούτου και των κυβερνήσεων.

Για την εκπλήρωση του έργου που του έχει ανατεθεί, το ανώτατο συμβούλιο παίρνει τις αναγκαίες αποφάσεις με τους όρους που προβλέπονται στις παραγράφους 5 και 6.

5. Το ανώτατο συμβούλιο, αποφασίζοντας ομόφωνα:

α) θεσπίζει τις διατάξεις που διέπουν τη λειτουργία του Ινστιτούτου, καθώς και τις διατάξεις περί χρηματοδότησης που προβλέπονται στο άρθρο 26·

β) αποφασίζει για τον τρόπο με τον οποίο γίνεται η επιλογή των γλωσσών εργασίας, σύμφωνα με το άρθρο 27·

γ) καθορίζει το καταστατικό του προσωπικού του Ινστιτούτου. Αυτό το καταστατικό πρέπει να ορίζει το μηχανισμό διευθέτησης διαφορών μεταξύ του Ινστιτούτου και του προσωπικού·

δ) αποφασίζει για τη δημιουργία μόνιμων θέσεων καθηγητών του Ινστιτούτου·

ε) καλεί τις προσωπικότητες που ορίζονται στο άρθρο 9 παρ. 3, να συμμετάσχουν με τους όρους που καθορίζει, στις δραστηριότητες του ακαδημαϊκού συμβουλίου·

στ) συνάπτει τη συμφωνία για την έδρα μεταξύ του Ινστιτούτου και της Κυβέρνησης της Ιταλικής Δημοκρατίας, όπως και κάθε άλλο όργανο προβλεπόμενο στο άρθρο 3 παρ. 3·

ζ) διορίζει τον πρώτο πρόεδρο και γενικό γραμματέα του Ινστιτούτου·

η) αποδέχεται μια παρέκκλιση του άρθρου 8, παρ. 3·

θ) τροποποιεί την κατανομή τμημάτων που προβλέπεται στο άρθρο 11 ή δημιουργεί νέα τμήματα·

ι) διατυπώνει την ευνοϊκή γνώμη που αναφέρεται στο άρθρο 33·

κ) παίρνει τα μέτρα που αναφέρονται στο άρθρο 34.

6. Αποφασίζοντας με ειδική πλειοψηφία, το ανώτατο συμβούλιο λαμβάνει άλλες αποφάσεις από αυτές που προβλέπονται στην παράγραφο 5, ειδικότερα αυτές που αφορούν:

α) το διορισμό του προέδρου και του γενικού γραμματέα του Ινστιτούτου·

β) την έγκριση του προϋπολογισμού του Ινστιτούτου και την απαλλαγή του προέδρου για την εκτέλεση του προϋπολογισμού·

γ) την έγκριση, μετά από πρόταση του ακαδημαϊκού συμβουλίου, των γενικών κατευθύνσεων διδασκαλίας·

δ) τη θέσπιση του εσωτερικού κανονισμού.

7. Για τις ψήφους σχετικά με αποφάσεις που απαιτούν ειδική πλειοψηφία εφαρμόζονται οι ακόλουθοι συντελεστές:

Βέλγιο 5
Δανία 3
Ο. Δ. Γερμανίας 10
Γαλλία 10
Ιρλανδία 3
Ιταλία 10
Λουξεμβούργο 2
Ολλανδία 5
Μ. Βρετανία 10.

Οι αποφάσεις λαμβάνονται εάν συγκεντρώσουν τουλάχιστο 41 ψήφους υπέρ έξη τουλάχιστον κυβερνήσεων.

8. Οι αποχές δεν εμποδίζουν την υιοθέτηση των αποφάσεων του ανώτατου συμβουλίου που απαιτούν ομοφωνία.

'Αρθρο 7.

1. Ο πρόεδρος διευθύνει το Ινστιτούτο. Προβαίνει ή μεριμνά για την εκτέλεση των πράξεων και αποφάσεων που ελήφθησαν εφαρμόζοντας τη σύμβαση και παίρνει τις διοικητικές αποφάσεις που δεν είναι της αρμοδιότητας των άλλων οργάνων του Ινστιτούτου.

2. 'Εχει επιφορτισθεί με τη διοίκηση του Ινστιτούτου. Εξασφαλίζει σ' αυτό τη νομική εκπροσώπηση.

Συντάσσει το σχέδιο του ετήσιου προϋπολογισμού και το σχέδιο των τριετών οικονομικών προβλέψεων και τα υποβάλλει στο ανώτατο συμβούλιο, μετά από συνεννόηση με το ακαδημαϊκό συμβούλιο.

Διορίζει τους επικεφαλείς των τμημάτων και τα μέλη του διδακτικού σώματος, που εκλέγονται από το ακαδημαϊκό συμβούλιο σύμφωνα με το άρθρο 9 παρ. 5 υπό δ.

Διορίζει τα μέλη του διοικητικού προσωπικού του Ινστιτούτου.

3. Ο πρόεδρος του Ινστιτούτου εκλέγεται από το ανώτατο συμβούλιο, από έναν κατάλογο τριών ατόμων που προτείνει το ακαδημαϊκό συμβούλιο.

Διορίζεται για τρία χρόνια. Η εντολή του μπορεί να ανανεωθεί μία φορά.

'Αρθρο 8.

1. 'Ενας γενικός γραμματέας επικουρεί τον πρόεδρο του Ινστιτούτου στο οργανωτικό και διοικητικό του έργο.

2. Η εντολή του και η διάρκεια αυτής καθορίζονται από τις διατάξεις του άρθρου 6 παρ. 5 υπό α.

3. Ο γενικός γραμματέας και ο πρόεδρος του Ινστιτούτου δεν μπορούν να είναι της ίδιας εθνικότητας, εκτός εάν, υπάρχει αντίθετη ομόφωνη απόφαση του ανώτατου συμβουλίου.

'Αρθρο 9.

1. Το ακαδημαϊκό συμβούλιο έχει μία γενική αρμοδιότητα σε θέματα έρευνας και διδασκαλίας, με την επιφύλαξη των αρμοδιοτήτων των άλλων οργάνων του Ινστιτούτου.

Προεδρεύει ο πρόεδρος του Ινστιτούτου.

2. Τα μέλη του ακαδημαϊκού συμβουλίου είναι:

α) Ο πρόεδρος του Ινστιτούτου.

β) Ο γενικός γραμματέας του Ινστιτούτου που συμμετέχει στις εργασίες χωρίς δικαίωμα ψήφου.

γ) Οι επικεφαλείς των τμημάτων.

δ) Μέρος ή το σύνολο των καθηγητών του Ινστιτούτου.

ε) Εκπρόσωποι των άλλων μελών του διδακτικού σώματος.

στ) Εκπρόσωποι των ερευνητών.

3. Το ανώτατο συμβούλιο μπορεί να προσκαλέσει για να συμμετάσχουν στις δραστηριότητες του ακαδημαϊκού συμβουλίου, με τους όρους που καθορίζει, προσωπικότητες υπήκοοι των συμβαλλόμενων Κρατών που ανήκουν σε διάφορες κατηγορίες της οικονομικής, κοινωνικής και πολιτιστικής ζωής και επιλέγονται λόγω των ικανοτήτων τους.

4. Οι διατάξεις που προβλέπονται στο άρθρο 6 παρ. 5 υπό α καθορίζουν:

α) τον αριθμό των μελών του ακαδημαϊκού συμβουλίου που εκπροσωπούν τις κατηγορίες που υποδεικνύονται στην παρ. 2 υπό δ. ε. και στ όπως και τους τρόπους εκλογής τους και τη διάρκεια της εντολής τους.

β) Τους κανόνες πλειοψηφίας που εφαρμόζονται στα πλαίσια του ακαδημαϊκού συμβουλίου.

5. Το ακαδημαϊκό συμβούλιο.

α) επεξεργάζεται τα προγράμματα μελετών και έρευνας·

β) συμμετέχει στην επεξεργασία του ετήσιου σχεδίου προϋπολογισμού όπως και του σχεδίου τριετών οικονομικών προβλέψεων·

γ) λαμβάνει αποφάσεις εκτέλεσης σε θέματα έρευνας και διδασκαλίας που δεν εμπίπτουν στην αρμοδιότητα άλλων οργάνων του Ινστιτούτου·

δ) συνεδριάζοντας σε περιορισμένο κύκλο με τους διδάσκοντες των οποίων τα προσόντα είναι τουλάχιστον ίσα με αυτά των ενδιαφερόμενων προσώπων, εκλέγει τους επικεφαλής των τμημάτων, τους καθηγητές και τους άλλους διδάσκοντες που καλούνται να αποτελέσουν μέρος του διδακτικού σώματος του Ινστιτούτου·

ε) καθορίζει τους όρους με τους οποίους απονέμονται οι τίτλοι και τα πιστοποιητικά που προβλέπονται στο άρθρο 14·

στ) συντάσσει τον κατάλογο των μελών των επιτροπών επιλογής των σπουδαστών που γίνονται δεκτοί στο Ινστιτούτο και που αποφοιτούν από αυτό (JURY D' ADMISSION ET DE FIN D' ETUDES)·

ζ) εξετάζει το σχέδιο των πεπραγμένων που συντάσσεται από τον πρόεδρο του Ινστιτούτου και υποβάλλεται στο ανώτατο συμβούλιο.

6. Το ακαδημαϊκό συμβούλιο μπορεί να πάρει την πρωτοβουλία υποβολής στο ανώτατο συμβούλιο προτάσεων σχετικά με θέματα της αρμοδιότητάς του.

7. Ένα γραφείο του ακαδημαϊκού συμβουλίου, στο οποίο προεδρεύει ο πρόεδρος του Ινστιτούτου, επικουρούμενος από το γενικό γραμματέα και το οποίο αποτελείται από τον πρόεδρο και τους επικεφαλείς των τμημάτων, εκτελεί τα συγκεκριμένα καθήκοντα που του αναθέτει το ακαδημαϊκό συμβούλιο. Υποβάλλει δε αναφορά στο ακαδημαϊκό συμβούλιο σχετικά με τις συνθήκες υπό τις οποίες άσκησε το έργο του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙΙ

ΑΚΑΔΗΜΑΪΚΕΣ ΔΟΜΕΣ

Α. ΑΚΑΔΗΜΑΪΚΗ ΟΡΓΑΝΩΣΗ

Άρθρο 10.

Το Ινστιτούτο οργανώνεται σε τμήματα που αποτελούν τις βασικές μονάδες έρευνας και διδασκαλίας και στα πλαίσια των οποίων δημιουργούνται οι ομάδες σεμιναρίων.

Άρθρο 11.

Από την ίδρυσή του, το Ινστιτούτο περιλαμβάνει τέσσερα τμήματα για τους τέσσερις αντίστοιχους κλάδους που ακολουθούν:

—ιστορία και πολιτισμός
—οικονομικές επιστήμες
—νομικές επιστήμες
—πολιτικές και κοινωνικές επιστήμες.

Το ανώτατο συμβούλιο, με ομόφωνη απόφαση μπορεί, αφού συμβουλευτεί το ακαδημαϊκό συμβούλιο και λαμβανομένης υπόψη της αποκτηθείσας εμπειρίας, να τροποποιήσει αυτήν την κατανομή ή να δημιουργήσει νέα τμήματα. Το ακαδημαϊκό συμβούλιο μπορεί να κάνει συστάσεις σχετικά με αυτό το θέμα.

2. Στα πλαίσια των μέσων που παρέχει ο προϋπολογισμός και σύμφωνα με τα προγράμματα που αποφασίστηκαν από το ακαδημαϊκό συμβούλιο, το τμήμα έχει μεγάλη αυτονομία στην εκτέλεση των εργασιών μελέτης και έρευνας που είναι της αρμοδιότητάς του και του παρέχεται το αναγκαίο προσωπικό για τη λειτουργία του.

Άρθρο 12.

1. Το βασικό μέρος των δραστηριοτήτων έρευνας πραγματοποιείται στα πλαίσια των σεμιναρίων ή ομάδων έρευνας. Η δραστηριότητα ενός σεμιναρίου μπορεί να ενταχθεί σ' αυτή άλλων σεμιναρίων του ίδιου τμήματος ή άλλων τμημάτων.

Η οργάνωση των διαφόρων σεμιναρίων και των ομάδων έρευνας εμπίπτει στις αρμοδιότητες των επικεφαλείς των τμημάτων. Οι εργασίες είναι αποτέλεσμα στενής συνεργασίας μεταξύ των διδασκόντων και των ερευνητών που καταρτίζουν από κοινού τις μεθόδους εργασίας και καθορίζουν τους όρους διεξαγωγής των εργασιών.

2. Οι εργασίες έρευνας που πρόκειται να γίνουν στα πλαίσια των σεμιναρίων και των ομάδων έρευνας πρέπει να καθορίζονται στα όρια των προγραμμάτων σπουδών και έρευνας που προβλέπονται στο άρθρο 9 παρ. 5 και λαμβανομένης υπόψη της αποστολής του Ινστιτούτου.

Το θέμα των εργασιών που πρόκειται να πραγματοποιηθούν από κάθε σεμινάριο και ομάδα έρευνας γνωστοποιείται στο ακαδημαϊκό συμβούλιο από τους επικεφαλείς των τμημάτων, μετά από συνεννόηση με τους καθηγητές και τους βοηθούς.

3. Το Ινστιτούτο μπορεί να οργανώνει STAGES και ομιλίες στις οποίες μπορούν να λαμβάνουν μέρος άτομα που έχουν ήδη αποκτήσει επαγγελματική εμπειρία στους τομείς που είναι αντικείμενο μελέτης και έρευνας του Ινστιτούτου.

Άρθρο 13.

1. Το Ινστιτούτο διαθέτει μία βιβλιοθήκη και μία μονάδα τεκμηρίωσης των οποίων τα έξοδα βαρύνουν τον ετήσιο προϋπολογισμό λειτουργίας.

2. Η Δημοκρατία της Ιταλίας αναλαμβάνει την υποχρέωση να κάνει όλα τα απαραίτητα διαβήματα και να συνάψει όλες τις συμφωνίες που θα επιτρέψουν στους διδάσκοντες και στους ερευνητές να χρησιμοποιούν στη Φλωρεντία και σε άλλες πόλεις της Ιταλίας, εάν είναι αναγκαίο, τα αρχεία και τις βιβλιοθήκες και να έχουν πρόσβαση στα μουσεία.

Οι τρόποι εφαρμογής αυτής της διάταξης ρυθμίζονται στη συμφωνία για την έδρα.

Άρθρο 14.

1. Το Ινστιτούτο εξουσιοδοτείται να απονέμει, για τους τομείς που αποτελούν αντικείμενο των μελετών και ερευνών του, ένα διδακτορικό δίπλωμα του Ευρωπαϊκού Πανεπιστημιακού Ινστιτούτου στους ερευνητές που έχουν ήδη συμπληρώσει τουλάχιστο δύο χρόνια σπουδών στο Ινστιτούτο και έχουν παρουσιάσει μία πρωτότυπη ερευνητική εργασία υψηλού επιπέδου, η οποία έχει γίνει αποδεκτή από το Ινστιτούτο και έχει δημοσιευτεί σύμφωνα με τις καθορισμένες διατάξεις σε εφαρμογή της παραγράφου 3.

2. Το Ινστιτούτο εξουσιοδοτείται να απονέμει πιστοποιητικά επιμέλειας στους ερευνητές.

3. Οι όροι απονομής του τίτλου και του πιστοποιητικού που προβλέπονται στο παρόν άρθρο καθορίζονται από το ακαδημαϊκό συμβούλιο· για τους όρους αυτούς απαιτείται η έγκριση του ανώτατου συμβουλίου.

Β. ΔΙΔΑΚΤΙΚΟ ΣΩΜΑ ΚΑΙ ΕΡΕΥΝΗΤΕΣ

Άρθρο 15.

1. Το διδακτικό σώμα αποτελείται από τους επικεφαλείς των τμημάτων, τους καθηγητές, τους βοηθούς και τους άλλους διδάσκοντες.

2. Τα μέλη του διδακτικού σώματος επιλέγονται μεταξύ προσωπικοτήτων, υπηκόων των συμβαλλόμενων Κρατών, των οποίων τα ακαδημαϊκά προσόντα μπορούν να εξασφαλίσουν ένα υψηλό επίπεδο στις εργασίες του Ινστιτούτου. Εξ άλλου το Ινστιτούτο μπορεί να ζητήσει τη συνδρομή των υπηκόων άλλων Κρατών.

3. Τα συμβαλλόμενα Κράτη παίρνουν όλα τα αναγκαία μέτρα, στα πλαίσια των δυνατοτήτων τους, προκειμένου να διευκολύνουν τη μετακίνηση των ατόμων που καλούνται να ενταχθούν στο διδακτικό σώμα του Ινστιτούτου.

Άρθρο 16.

1. Σύμφωνα με τη σύμβαση, οι ερευνητές του Ινστιτούτου είναι σπουδαστές ή ερευνητές κάτοχοι εθνικών πανεπιστημιακών τίτλων που δικαιολογούν την ικανότητά τους να αναλάβουν ή να συνεχίσουν έρευνες και που πληρούν τις προϋποθέσεις που προβλέπονται στο άρθρο 27 παρ. 3 και έχουν γίνει αποδεκτοί από το Ινστιτούτο.

2. Το Ινστιτούτο δέχεται υπηκόους των συμβαλλόμενων Κρατών.

Υπήκοοι άλλων Κρατών μπορούν να εισαχθούν στα πλαίσια και με τους όρους που καθορίζονται από τις διατάξεις που αποφασίστηκαν από το ανώτατο συμβούλιο μετά από συνεννόηση με το ακαδημαϊκό συμβούλιο.

3. Η εισαγωγή στο Ινστιτούτο αναγγέλεται από την επιτροπή επιλογής βάσει των κανόνων που ορίζει η σύμβαση και των διατάξεων που αποφασίστηκαν από το ανώτατο συμβούλιο. Η επιτροπή λαμβάνει υπόψη της τα προσόντα των υποψηφίων και στο μέτρο του δυνατού, τη γεωγραφική τους προέλευση.

Οι αρμόδιες αρχές των συμβαλλόμενων Κρατών συνδράμουν το Ινστιτούτο στην εφαρμογή της διαδικασίας εισαγωγής.

Άρθρο 17.

1. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος ευνοεί, στα πλαίσια των διαθέσιμων πιστώσεων, τη χορήγηση υποτροφιών στους υπηκόους του που έχουν εισαχθεί στο Ινστιτούτο και των οποίων η κατάσταση θα το καθιστούσε αναγκαίο, λαμβάνοντας, ανάλογα με την περίπτωση, όλα τα αναγκαία μέτρα για την

κατάλληλη προσαρμογή των διατάξεων που διέπουν τη χορήγηση υποτροφιών.

2. Οι οικονομικές διατάξεις μπορούν να προβλέπουν τη δημιουργία ενός ειδικού ταμείου που προορίζεται για τη χορήγηση ορισμένων υποτροφιών. Αυτό το ταμείο θα μπορεί να τροφοδοτείται επίσης από ιδιωτικές συνεισφορές.

3. Οι προηγούμενες διατάξεις δεν αποκλείουν τη δυνατότητα να επωφελούνται οι ερευνητές του Ινστιτούτου από υποτροφίες που χορηγούν οι Ευρωπαϊκές Κοινότητες σε ερευνητές που πραγματοποιούν εργασίες σχετικές με την ευρωπαϊκή οικοδόμηση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV.

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 18.

1. Για κάθε οικονομικό έτος καταρτίζεται ένας προϋπολογισμός λειτουργίας.

2. Όλα τα έσοδα και τα έξοδα του Ινστιτούτου πρέπει να γίνονται αντικείμενο προβλέψεων για κάθε οικονομικό έτος και να εγγράφονται στον προϋπολογισμό.

Ο προϋπολογισμός πρέπει να είναι ισοσκελισμένος σε έσοδα και σε έξοδα.

Οι οικονομικές διατάξεις απαριθμούν τα έσοδα του Ινστιτούτου.

3. Το οικονομικό έτος αρχίζει την 1η Ιανουαρίου και τελειώνει την 31η Δεκεμβρίου.

4. Τα έσοδα και τα έξοδα αναγράφονται σε λιρέττες Ιταλίας.

Άρθρο 19.

1. Οι συνεισφορές των συμβαλλόμενων Κρατών που προορίζονται για την αντιμετώπιση των προβλεπόμενων στον προϋπολογισμό δαπανών του Ινστιτούτου καθορίζονται σύμφωνα με τον ακόλουθο συντελεστή κατανομής:

Βέλγιο	6,04%
Δανία	2,47%
Δ. Γερμανία	21,16%
Γαλλία	21,16%
Ιρλανδία	0,62%
Ιταλία	21,16%
Λουξεμβούργο	0,19%
Ολλανδία	6,04%
Μ. Βρεταννία	21,16%

2. Από την 1η Ιανουαρίου 1978, η χρηματοδότηση καθορίζεται επί βάσεων που θα ορισθούν κατά τη διάρκεια μιας εξέτασης που θα αρχίσει από την 1η Ιανουαρίου 1977, λαμβανομένης υπόψη της εξέλιξης που θα έχει σημειωθεί μέχρι τότε στα πλαίσια των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων και της εναλλακτικής λύσης που προσφέρεται από την κοινοτική χρηματοδότηση.

Άρθρο 20.

1. Οι δαπάνες που έχουν εγγραφεί στον προϋπολογισμό πρέπει να πραγματοποιηθούν κατά τη διάρκεια ενός οικονομικού έτους, εκτός αντιθέτων διατάξεων που αποφασιστούν σύμφωνα με το άρθρο 26.

2. Με τους όρους που θα καθοριστούν σε εφαρμογή του άρθρου 26, οι πιστώσεις, εκτός από τις σχετικές με τα έξοδα του προσωπικού που δε θα έχουν χρησιμοποιηθεί μέχρι το τέλος του οικονομικού έτους μπορούν να μεταφερθούν μόνο στο επόμενο οικονομικό έτος.

3. Οι πιστώσεις κατανέμονται σε κεφάλαια που συγκεντρώνουν τις δαπάνες ανάλογα με τη φύση ή τον προορισμό τους και υποδιαιρούνται, ανάλογα με τις ανάγκες, σύμφωνα με τις διατάξεις περί χρηματοδότησης.

Άρθρο 21.

1. Ο πρόεδρος εκτελεί τον προϋπολογισμό σύμφωνα με τις οικονομικές διατάξεις και στα πλαίσια των χορηγηθέντων πιστώσεων. Λογοδοτεί για τη διαχείρισή του στο ανώτατο συμβούλιο.

2. Οι οικονομικές διατάξεις μπορούν να προβλέψουν μεταφορά πιστώσεων είτε από κεφάλαιο σε κεφάλαιο είτε από υποδιαίρεση σε υποδιαίρεση.

Άρθρο 22.

Εάν στην αρχή ενός οικονομικού έτους, ο προϋπολογισμός δεν έχει ψηφιστεί ακόμη, οι δαπάνες μπορούν να πραγματοποιούνται σε μηνιαία βάση κατά κεφάλαιο ή άλλη υποδιαίρεση, σύμφωνα με τις οικονομικές διατάξεις, στα πλαίσια του 1/12 των πιστώσεων που ανοίχτηκαν στον προϋπολογισμό του προηγούμενου οικονομικού έτους, χωρίς αυτό το μέτρο να μπορεί να έχει σαν αποτέλεσμα να τεθούν στη διάθεση του Ινστιτούτου πιστώσεις μεγαλύτερες από το 1/12 αυτών που προβλέπονται στο σχέδιο του υπό προετοιμασία προϋπολογισμού.

Το ανώτατο συμβούλιο, αποφασίζοντας με ειδική πλειοψηφία, με την επιφύλαξη ότι θα τηρηθούν οι άλλες διατάξεις που προβλέπονται στο προηγούμενο εδάφιο, μπορεί να επιτρέψει δαπάνες μεγαλύτερες από το 1/12.

Τα συμβαλλόμενα Κράτη καταβάλλουν κάθε μήνα προκαταβολικώς και σύμφωνα με το συντελεστή κατανομής που εφαρμόστηκε το προηγούμενο οικονομικό έτος τα αναγκαία ποσά προκειμένου να εξασφαλισθεί η εφαρμογή του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 23.

1. Το ανώτατο συμβούλιο διορίζει δύο ελεγκτές διαφορετικής εθνικότητας για μια περίοδο τριών ετών. Η εντολή των ελεγκτών είναι ανανεώσιμη.

Ο έλεγχος, που ενεργείται επί εγγράφων και στην ανάγκη επί τόπου, έχει σαν αντικείμενο να διαπιστώσει τη νομιμότητα και την κανονικότητα του συνόλου των εσόδων και εξόδων και να επιβεβαιώσει την καλή οικονομική διαχείριση.

Οι ελεγκτές υποβάλλουν στο ανώτατο συμβούλιο μια ετήσια έκθεση σχετικά με τα αποτελέσματα του ελέγχου τους.

Ο πρόεδρος παρέχει κάθε πληροφορία και βοήθεια την οποία μπορεί να χρειαστούν οι ελεγκτές κατά την άσκηση των καθηκόντων τους.

2. Οι οικονομικές διατάξεις καθορίζουν τους όρους με τους οποίους απαλλάττεται ο πρόεδρος για την εκτέλεση του προϋπολογισμού.

Άρθρο 24.

1. Ο πρόεδρος συντάσσει ένα σχέδιο τριετών οικονομικών προβλέψεων και αφού συμβουλευτεί το ακαδημαϊκό συμβούλιο, το υποβάλλει στο ανώτατο συμβούλιο για εξέταση και εκτίμηση.

2. Οι τρόποι εφαρμογής της παρ. 1 καθορίζονται από τις οικονομικές διατάξεις.

Άρθρο 25.

1. Η Δημοκρατία της Ιταλίας θέτει δωρεάν στη διάθεση του Ινστιτούτου ένα οικόπεδο στη Φλωρεντία, όπως και τα απαραίτητα κτίρια για τη λειτουργία του Ινστιτούτου, και αναλαμβάνει τη συντήρησή τους.

Με τους ίδιους όρους, η Δημοκρατία της Ιταλίας θέτει στη διάθεση του διδακτικού σώματος, των ερευνητών όπως και του προσωπικού του Ινστιτούτου ένα εξοπλισμένο εστιατόριο και μία εστία (FOYER) κτισμένα στο χώρο του Ινστιτούτου.

2. Οι τρόποι εφαρμογής της παρ. 1 ρυθμίζονται στη συμφωνία για την έδρα.

Άρθρο 26.

1. Το Ανώτατο Συμβούλιο, αποφασίζοντας ομόφωνα μετά από πρόταση του Προέδρου του Ινστιτούτου ή ενός μέλους του ανώτατου συμβουλίου, εγκρίνει τις οικονομικές διατάξεις προσδιορίζοντας ειδικότερα:

α) τους τρόπους κατάρτισης και εκτέλεσης του ετήσιου προϋπολογισμού, καθώς και απόδοσης καθώς και ελέγχου των λογαριασμών·

β) τους τρόπους κατάρτισης τριετιών οικονομικών προβλέψεων·

γ) τους τρόπους και τη διαδικασία καταβολής και χρησιμοποίησης των συνεισφορών των Κρατών—μελών·

δ) τους κανόνες και τους τρόπους ελέγχου της ευθύνης των διατακτών και των υπολόγων.

2. Οι οικονομικές διατάξεις που προβλέπονται στην παράγραφο 1 μπορούν να προβλέψουν τη δημιουργία μιας επιτροπής προϋπολογισμού και οικονομικών, που θα αποτελείται από εκπροσώπους των συμβαλλόμενων Κρατών και θα είναι επιφορτισμένη με την προετοιμασία των αποφάσεων του ανώτατου συμβουλίου σε θέματα προϋπολογισμού και χρηματοδοτήσεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V
ΔΙΑΦΟΡΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 27.

1. Οι επίσημες γλώσσες του Ινστιτούτου είναι η γερμανική, η αγγλική, η δανική, η γαλλική, η ιταλική και η ολλανδική.

2. Για καθεμιά από τις ακαδημαϊκές δραστηριότητες, επιλέγονται δύο γλώσσες εργασίας από τις γλώσσες που αναφέρονται στην παράγραφο 1, λαμβανομένων υπόψη των γλωσσικών γνώσεων και των επιθυμιών των διδασκόντων και των ερευνητών.

Οι τρόποι βάσει των οποίων επιλέγονται οι γλώσσες αυτές καθορίζονται από το ανώτατο συμβούλιο, κατόπιν ομόφωνης απόφασής του.

3. Οι διδάσκοντες και οι ερευνητές πρέπει να έχουν επαρκείς γνώσεις δύο γλωσσών από αυτές που αναφέρθηκαν στην παρ. 1.

Το ακαδημαϊκό συμβούλιο μπορεί να δεχθεί μια εξαίρεση για τους ειδικούς που καλούνται να συμμετάσχουν σε συγκεκριμένες εργασίες του Ινστιτούτου.

Άρθρο 28.

Σε κάθε συμβαλλόμενο Κράτος, το Ινστιτούτο χαίρει της ευρύτερης δυνατής νομικής ικανότητας (LA CAPACITE JURIDIQUE LA PLUS LARGE) που αναγνωρίζεται στα νομικά πρόσωπα από τις εθνικές νομοθεσίες. Μπορεί ειδικότερα να αποκτά ή να διαθέτει κινητή ή ακίνητη περιουσία, να συνάπτει συμβάσεις και να παρίσταται ενώπιον δικαστηρίου. Προς το σκοπό αυτόν εκπροσωπείται από τον πρόεδρό του.

Άρθρο 29.

Κάθε διαφορά που θα μπορούσε να προκύψει μεταξύ των συμβαλλόμενων Κρατών ή μεταξύ ενός ή πολλών συμβαλλόμενων Κρατών και του Ινστιτούτου, σχετικά με την εφαρμογή ή την ερμηνεία της σύμβασης, και η οποία δεν μπόρεσε να διευθετηθεί στα πλαίσια του ανώτατου συμβουλίου, παραπέμπεται, μετά από αίτηση ενός μέρους από τα αντιμαχόμενα μέρη, στη διαιτησία.

Σ' αυτή την περίπτωση, ο πρόεδρος του Ευρωπαϊκού Δικαστηρίου υποδεικνύει το διαιτητικό όργανο που καλείται να διευθετήσει αυτήν τη διαφορά.

Τα συμβαλλόμενα Κράτη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να εκτελέσουν τις αποφάσεις του διαιτητικού οργάνου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VI
ΜΕΤΑΒΑΤΙΚΕΣ ΚΑΙ ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 30.

1. Το ανώτατο συμβούλιο συνεδριάζει αμέσως μετά την έναρξη ισχύος της σύμβασης.

2. Το ανώτατο συμβούλιο συνάπτει τη συμφωνία για την έδρα και συγκροτεί τα άλλα όργανα που προβλέπονται από τη σύμβαση.

3. Οι οκτώ πρώτοι διδάσκοντες του Ινστιτούτου επιλέγονται σύμφωνα από μία προσωρινή ακαδημαϊκή επιτροπή, αποτελούμενη από δύο εκπροσώπους από κάθε συμβαλλόμενο Κράτος, εκ των οποίων τουλάχιστον ένας πανεπιστημιακός.

Το ακαδημαϊκό συμβούλιο μπορεί να αποφασίζει έγκυρα από τη στιγμή που έχει έναν πρόεδρο, ένα γενικό γραμματέα και τους οκτώ διδάσκοντες.

Άρθρο 31.

Ο πρώτος διορισμός του προέδρου και του γενικού γραμματέα του Ινστιτούτου γίνεται από το ανώτατο συμβούλιο, κατόπιν ομόφωνης απόφασής του.

Άρθρο 32.

1. Η προσχώρηση κάθε Κράτους μέλους των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων άλλου από τα συμβαλλόμενα Κράτη, πραγματοποιείται με την κατάθεση ενός οργάνου προσχώρησης στην Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας.

2. Η προσχώρηση ισχύει από την ημερομηνία κατά την οποία το ανώτατο συμβούλιο, με ομόφωνη απόφαση και σε συμφωνία με το Κράτος που προσχωρεί, καθόρισε τις αναγκαίες τροποποιήσεις που πρέπει να γίνουν στις διατάξεις της σύμβασης, ειδικότερα στο άρθρο 6 παρ. 7 και στο άρθρο 19 παρ. 1.

Άρθρο 33.

Η κυβέρνηση κάθε συμβαλλόμενου Κράτους, ο πρόεδρος του Ινστιτούτου ή το ακαδημαϊκό συμβούλιο μπορούν να υποβάλουν στο ανώτατο συμβούλιο σχέδια σχετικά με την αναθεώρηση της σύμβασης. Εάν το ανώτατο συμβούλιο, κατόπιν ομόφωνης απόφασης, διατυπώσει γνώμη υπέρ της σύγκλησης διασκέψεως των εκπροσώπων των κυβερνήσεων των συμβαλλόμενων Κρατών, αυτή συγκαλείται από την κυβέρνηση που έχει αναλάβει την προεδρία του ανώτατου συμβουλίου.

Άρθρο 34.

Εάν μία ενέργεια ενός οργάνου του Ινστιτούτου φαίνεται αναγκαία για την πραγματοποίηση ενός από τους στόχους που καθορίζονται από τη σύμβαση, χωρίς η τελευταία να προβλέπει τις προς το σκοπό αυτόν απαιτούμενες εξουσίες, το ανώτατο συμβούλιο θεσπίζει τις κατάλληλες διατάξεις με ομόφωνη απόφαση.

Άρθρο 35.

1. Η σύμβαση εφαρμόζεται στην ευρωπαϊκή επικράτεια των συμβαλλόμενων Κρατών, στα υπερπόντια γαλλικά διαμερίσματα όπως και στα υπερπόντια γαλλικά εδάφη.

2. Κατά παρέκκλιση της παρ. 1, η Σύμβαση δεν ισχύει για τις κυριαρχικές ζώνες του Ηνωμ. Βασιλείου της Μεγ. Βρετανίας και Βορ. Ιρλανδίας στην Κύπρο. Επίσης, δεν ισχύει για τις νήσους της Μάγχης και τη νήσο Μαν, εκτός και εάν η Κυβέρνηση του Ηνωμ. Βασιλείου δηλώσει, κατά την προσχώρηση στη σύμβαση ή μεταγενέστερα, ότι η σύμβαση ισχύει για ένα ή περισσότερα από τα εδάφη αυτά.

3. Κατά παρέκκλιση της παρ. 1, η σύμβαση δεν ισχύει για τις νήσους Φερόες. Εν τούτοις, η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας μπορεί να γνωστοποιήσει, με δήλωση κατατεθημένη στην Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας το αργότερο μέχρι την 31η Δεκεμβρίου 1975, επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο της οποίας θα αποσταλεί τις κυβερνήσεις όλων των άλλων συμβαλλόμενων Κρατών, ότι η σύμβαση θα ισχύσει και για τις νήσους αυτές.

4. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να δηλώσει, με γνωστοποίηση στην Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας, τη στιγμή της υπογραφής, της επικύρωσης, της αποδοχής ή της έγκρισης της σύμβασης ή της προσχώρησης σε αυτή, μεταγενέστερα, ότι η σύμβαση θα εφαρμόζεται σε αυτό ή σε αυτά τα εδάφη εκτός Ευρώπης, που καθορίζονται από την προαναφερόμενη δήλωση, των οποίων έχει αναλάβει τις διεθνείς σχέσεις.

Άρθρο 36.

Η σύμβαση υποβάλλεται για επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση σύμφωνα με τις συνταγματικές διατάξεις των συμβαλλόμενων Κρατών.

Τίθεται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του μήνα που έπεται της

ημερομηνίας παραλαβής της τελευταίας γνωστοποίησης ολοκλήρωσης αυτών των διαδικασιών από την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας.

Άρθρο 37.

Η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας κοινοποιεί στα συμβαλλόμενα Κράτη:

α) κάθε υπογραφή,

β) την κατάθεση κάθε οργάνου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης όπως και κάθε δήλωση προβλεπόμενη από το άρθρο 35 παρ. 2,

γ) τη θέση σε ισχύ της σύμβασης,

δ) κάθε τροποποίηση της σύμβασης σύμφωνα με το άρθρο 33.

Άρθρο 38.

Η σύμβαση που συντάχθηκε στη γερμανική, στη γαλλική, στην ιταλική και στην ολλανδική γλώσσα και τα τέσσερα κείμενα της οποίας είναι εξίσου αυθεντικά, φυλάσσεται στα αρχεία της Κυβέρνησης της Ιταλικής Δημοκρατίας που δίνει ένα επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο σε καθεμία από τις κυβερνήσεις των άλλων συμβαλλόμενων Κρατών.

Τα κείμενα της σύμβασης που έχουν συνταχθεί στην αγγλική, δανική και ιρλανδική γλώσσα, όπως επισυνάπτονται στην απόφαση του ανώτατου συμβουλίου που διευκρινίζει τις τροποποιήσεις οι οποίες έγιναν απαραίτητες με την προσχώρηση του Βασιλείου της Δανίας, της Ιρλανδίας και του Ηνωμ. Βασιλείου της Μεγ. Βρετανίας και Βορ. Ιρλανδίας, είναι εξ ίσου αυθεντικά με τα προαναφερθέντα πρωτότυπα κείμενα και η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας αποστέλλει ένα επικυρωμένο ακριβές αντίγραφό τους στην κυβέρνηση κάθε άλλου συμβαλλόμενου Κράτους.

Η ΑΥΤΟΥ ΜΕΓΑΛΕΙΟΤΗΣ Ο ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΒΕΛΓΩΝ, Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΓΕΡΜΑΝΙΑΣ, Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΓΑΛΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ, Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΙΤΑΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ, Η ΑΥΤΟΥ ΥΨΗΛΟΤΗΣ Ο ΜΕΓΑΣ ΔΟΥΞ ΤΟΥ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΥ, Η ΑΥΤΗΣ ΜΕΓΑΛΕΙΟΤΗΣ Η ΒΑΣΙΛΙΣΣΑ ΤΗΣ ΟΛΛΑΝΔΙΑΣ

ΑΠΟΦΑΣΙΣΜΕΝΟΙ να συνοχήσουν την πρόοδο της γνώσης σε τομείς που παρουσιάζουν ένα ιδιαίτερο ενδιαφέρον για την ανάπτυξη της Ευρώπης, ειδικότερα τον πολιτισμό της, την ιστορία της, το δίκαιό της, την οικονομία της και τους θεσμούς της·

ΕΠΙΘΥΜΩΝΤΑΣ να προωθήσουν μία συνεργασία σ' αυτούς τους τομείς και να προτρέψουν προσπάθειες έρευνας από κοινού·

ΑΠΟΦΑΣΙΣΜΕΝΟΙ να πραγματοποιήσουν τις προθέσεις που διατύπωσαν σχετικά με αυτό το θέμα στις δηλώσεις των αρχηγών Κράτους ή κυβέρνησης που συνήλθαν στη Βόννη στις 18 Ιουλίου 1961 και στη Χάγη στις 1 και 2 Δεκεμβρίου 1969·

ΘΕΩΡΩΝΤΑΣ ότι πρέπει να κάνουν μία νέα προσφορά στην πνευματική ζωή της Ευρώπης και να δημιουργήσουν με αυτό το πνεύμα ένα ευρωπαϊκό Ινστιτούτο στο υψηλότερο πανεπιστημιακό επίπεδο·

ΑΠΟΦΑΣΙΣΑΝ να δημιουργήσουν ένα ευρωπαϊκό πανεπιστημιακό ινστιτούτο και να καθορίσουν τους όρους με τους οποίους πρέπει να λειτουργεί και διόρισαν γι' αυτόν το σκοπό ως πληρεξούσιους:

Για την Αυτού Μεγαλειότητα τον Βασιλέα του Βελγίου
(υπογραφή)
Για τον Πρόεδρο της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας
(υπογραφή)
Για τον Πρόεδρο της Γαλλικής Δημοκρατίας
(υπογραφή)
Για τον Πρόεδρο της Ιταλικής Δημοκρατίας
(υπογραφή)
Για την Αυτού Υψηλότητα το Μέγα Δούκα του Λουξεμβούργου
(υπογραφή)
Για την Αυτής Μεγαλειότητα τη Βασίλισσα της Ολλανδίας
(υπογραφή)

Εις πίστωση των ανωτέρω οι κάτωθι υπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι έθεσαν την υπογραφή τους στο κάτω μέρος της παρούσας σύμβασης.

Φλωρεντία, δεκαεννέα Απριλίου χίλια εννιακόσια εβδομήντα δύο

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΑ ΠΡΟΝΟΜΙΑ ΚΑΙ ΤΙΣ ΑΣΥΛΙΕΣ ΤΟΥ ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΙΝΣΤΙΤΟΥΤΟΥ

Τα κράτη μέλη της ιδρυτικής σύμβασης ενός πανεπιστημιακού ευρωπαϊκού ινστιτούτου που υπογράφηκε στη Φλωρεντία στις 19 Απριλίου 1972,

ΕΠΙΘΥΜΩΝΤΑΣ να ορίσουν τα προνόμια και τις ασυλίες τις αναγκαίες για την καλή λειτουργία του Ινστιτούτου ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ στις ακόλουθες διατάξεις:

Κεφάλαιο I.

Καθεστώς που εφαρμόζεται στο Ινστιτούτο

Άρθρο 1.

Στα πλαίσια των επίσημων δραστηριοτήτων του, το Πανεπιστημιακό Ευρωπαϊκό Ινστιτούτο, καλούμενο από εδώ και στο εξής Ινστιτούτο, απολαύει της ετεροδικίας, εκτός:

α) από περίπτωση πολιτικής αγωγής που εγείρεται από τρίτο για τις ζημιές τις προερχόμενες από ατύχημα από αυτοκίνητο όχημα που ανήκει στο Ινστιτούτο ή που κυκλοφορεί για λογαριασμό του όπως και σε περίπτωση παράβασης των κανονισμών οδικής κυκλοφορίας που αφορά το προαναφερόμενο όχημα,

β) από περίπτωση εκτέλεσης διαιτητικής ή δικαστικής απόφασης που εκδόθηκε σε εφαρμογή διατάξεως της σύμβασης ή του παρόντος πρωτοκόλλου,

γ) εάν το ανώτατο συμβούλιο με ομόφωνη απόφασή του, σε μια ειδική περίπτωση, έχει παραιτηθεί του προνομίου που θεσπίζει η παρούσα διάταξη.

Άρθρο 2.

1. Ο χώρος και τα κτίρια του Ινστιτούτου είναι απαραβίαστα. Η παρούσα διάταξη δεν δημιουργεί εμπόδιο στην εκτέλεση των μέτρων που πάρθηκαν σε εφαρμογή του άρθρου 19 ή που εγκρίθηκαν από το ανώτατο συμβούλιο με ομόφωνη απόφασή του.

2. Το Ινστιτούτο δεν θα επιτρέψει να χρησιμοποιηθεί ο χώρος του και τα κτίριά του σαν άσυλο σε κανένα άτομο που διώκεται για αυτόφωρο αδίκημα ή έγκλημα που είναι αντικείμενο δικαστικού εντάλματος ποινικής καταδίκης ή απόφασης απέλασης.

3. Τα αρχεία του Ινστιτούτου είναι απαραβίαστα.

Άρθρο 3.

Τα περιουσιακά στοιχεία και τα στοιχεία του ενεργητικού του Ινστιτούτου δεν μπορούν να είναι αντικείμενο κανενός διοικητικού περιοριστικού μέτρου ή μέτρου προηγούμενης δικαστικής απόφασης όπως επίταξη, δήμευση, απαλλοτρίωση ή συντηρητική κατάσχεση, εκτός των περιπτώσεων που προβλέπονται στο άρθρο 1 υπό α', β' και γ'.

Άρθρο 4.

1. Τα εισαγόμενα ή εξαγόμενα από το Ινστιτούτο προϊόντα και απόλυτα αναγκαία στις επίσημες δραστηριότητες του Ινστιτούτου απαλλάσσονται από κάθε φόρο κύκλου εργασιών, από κάθε δασμό και άλλους φόρους ή τέλη, απαγορεύσεις ή περιορισμούς στην εισαγωγή ή στην εξαγωγή, με την επιφύλαξη των εθνικών διατάξεων των σχετικών με την προστασία της καλλιτεχνικής και πολιτιστικής κληρονομιάς των συμβαλλόμενων Κρατών.

2. Η κυκλοφορία των δημοσιεύσεων και του άλλου πληροφοριακού υλικού που αποστέλλεται από το Ινστιτούτο ή προς αυτό στα πλαίσια των επίσημων δραστηριοτήτων του δεν υποβάλλεται σε κανένα περιορισμό.

3. Για τις επίσημες ανακοινώσεις και τη μεταφορά των εγγράφων, το Ινστιτούτο δικαιούται στην επικράτεια κάθε συμβαλλόμενου Κράτους την ίδια μεταχείριση με αυτή που γίνεται στους διεθνείς οργανισμούς από αυτό το Κράτος. Η επίσημη αλληλογραφία του Ινστιτούτου και οι άλλες επίσημες ανακοινώσεις του Ινστιτούτου δεν μπορούν να λογοκριθούν.

Άρθρο 5.

1. Στα πλαίσια των επίσημων δραστηριοτήτων, το Ινστιτούτο, τα στοιχεία του ενεργητικού του, τα εισοδήματά του και τα άλλα περιουσιακά του στοιχεία, απαλλάσσονται από κάθε άμεσο φόρο.

2. Όταν το Ινστιτούτο πραγματοποιεί σημαντικές αγορές και απολύτως αναγκαίες στις επίσημες δραστηριότητές του και των οποίων η τιμή περιλαμβάνει έμμεσους δασμούς ή φόρους πώλησης, λαμβάνονται μέτρα από το συμβαλλόμενο Κράτος κάθε φορά που είναι δυνατό, προκειμένου να παραιτηθεί ή να επιστρέψει το ποσό των δασμών ή των φόρων αυτής της φύσης.

3. Καμία απαλλαγή δεν χορηγείται σχετικά με τους φόρους και τους δασμούς που δεν αποτελούν στην πραγματικότητα παρά την απλή αμοιβή των υπηρεσιών κοινής ωφέλειας.

Άρθρο 6.

Το Ινστιτούτο μπορεί να αποδέχεται ή να κατακρατά κεφάλαια, συνάλλαγμα, μετρητά ή κινητή περιουσία. Μπορεί να τα διαθέτει ελεύθερα, με την επιφύλαξη των εθνικών διατάξεων σχετικά με τον έλεγχο συναλλάγματος, για τις επίσημες δραστηριότητές του και να έχει λογαριασμούς σε κάθε είδος νομίσματος στο μέτρο που είναι αναγκαίο για να αντιμετωπίσει τις υποχρεώσεις του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ

Καθεστώς που εφαρμόζεται στους εκπροσώπους των συμβαλλόμενων Κρατών, στον πρόεδρο, στο γενικό γραμματέα και στα μέλη του διδακτικού σώματος και άλλα πρόσωπα που υπάγονται στο Ινστιτούτο.

Άρθρο 7.

Οι εκπρόσωποι των συμβαλλόμενων Κρατών όπως και οι σύμβουλοί τους που συμμετέχουν στις συνεδριάσεις του ανώτατου συμβουλίου του Ινστιτούτου χαίρουν κατά τη διάρκεια της άσκησης των καθηκόντων τους και των ταξιδιών τους προς ή από τους τόπους δραστηριότητάς τους των παρακάτω προνομίων, ασυλιών και διευκολύνσεων:

α) ασυλία για προσωπική σύλληψη ή κράτηση όπως και κατάσχεση των προσωπικών τους αποσκευών με εξαίρεση των περιπτώσεων των αυτόφωρων αδικημάτων.

β) ετεροδικία, ακόμη και μετά το τέλος της αποστολής τους, για τις πράξεις, συμπεριλαμβανομένων των προφορικών λόγων και των γραπτών, που έγιναν από αυτούς κατά την άσκηση των καθηκόντων τους και στα πλαίσια των αρμοδιοτήτων τους,

γ) το απαραβίαστο των επίσημων εγγράφων,

δ) όλες τις συνηθισμένες διοικητικές διευκολύνσεις τις αναγκαίες ιδιαίτερα σε θέματα μετακίνησης και παραμονής.

Οι διατάξεις αυτού του άρθρου ισχύουν και για εκπρόσωπο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων που συμμετέχει στις συνεδριάσεις του ανώτατου συμβουλίου.

Άρθρο 8.

Τα συμβαλλόμενα Κράτη, σε στενή συνεργασία με το Ινστιτούτο, παίρνουν όλα τα δυνατά μέτρα προκειμένου να παρέχουν στις προσωπικότητες που συμμετέχουν στις εργασίες του Ινστιτούτου και ειδικότερα σ' αυτές που προβλέπει το άρθρο 9 παρ. 3 της σύμβασης όλες τις αναγκαίες διοικητικές διευκολύνσεις, ειδικότερα σε θέματα μετακίνησης, διαμονής και συναλλάγματος.

Άρθρο 9.

1. Ο πρόεδρος, ο γενικός γραμματέας και, με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 13, τα μέλη του διδακτικού σώματος και τα μέλη του προσωπικού του Ινστιτούτου:

α) χαίρουν, ακόμη και αφού σταματήσουν να είναι στην υπηρεσία του Ινστιτούτου, ετεροδικίας για τις πράξεις, συμπεριλαμβανομένων και των προφορικών λόγων και των γραπτών, που έγιναν κατά τη διάρκεια της άσκησης των καθηκόντων τους και στα πλαίσια των αρμοδιοτήτων τους. Αυτή η ετεροδικία δεν ισχύει βέβαια στην περίπτωση παράβασης των κανονισμών οδικής κυκλοφορίας που έγινε από τα παραπάνω πρόσωπα ή για τις ζημιές που προκλήθηκαν από το αυτοκίνητο που τους ανήκει ή που οδηγούν·

β) χαίρουν, όπως και τα μέλη των οικογενειών τους που ζουν μαζί τους, των ίδιων εξαιρέσεων ως προς τις διατάξεις που περιορίζουν τη μετανάστευση και ρυθμίζουν την εγγραφή των ξένων, όπως αυτές που αναγνωρίζονται γενικά στα μέλη του προσωπικού των διεθνών οργανισμών·

γ) χαίρουν, σχετικά με τις νομισματικές ρυθμίσεις ή το συνάλλαγμα των ίδιων προνομίων με αυτά που αναγνωρίζονται γενικά στα μέλη του προσωπικού των διεθνών οργανισμών·

δ) χαίρουν του δικαιώματος να εισάγουν με δασμολογική ατέλεια την οικοσκευή, το αυτοκίνητό τους για την προσωπική τους χρήση και τα προσωπικά τους αντικείμενα, επ' ευκαιρία της πρώτης τους εγκατάστασης στο ενδιαφερόμενο Κράτος για μία διάρκεια ενός έτους το λιγότερο και του δικαιώματος μετά τη διακοπή άσκησης των καθηκόντων τους στο παραπάνω Κράτος να εξάγουν ατελώς την οικοσκευή τους, το αυτοκίνητο που προορίζεται για την προσωπική τους χρήση και τα προσωπικά τους αντικείμενα με την επιφύλαξη στη μία ή στην άλλη περίπτωση των προϋποθέσεων και των όρων που προβλέπονται από τη νομοθεσία του Κράτους όπου ασκείται το δικαίωμα.

2. Τα συμβαλλόμενα Κράτη παίρνουν σε στενή συνεργασία με το Ινστιτούτο, όλα τα χρήσιμα μέτρα για να διευκολύνουν την είσοδο, την παραμονή και την αναχώρηση των προσώπων που επωφελούνται από τις διατάξεις του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 10.

Τα συμβαλλόμενα Κράτη παίρνουν, σε στενή συνεργασία με το Ινστιτούτο, όλα τα χρήσιμα μέτρα για να εξασφαλίσουν την είσοδο, την παραμονή και την αναχώρηση των ερευνητών.

Άρθρο 11.

1. Τα καταστατικό του προσωπικού και διατάξεις θα καθορίσουν το καθεστώς των κοινωνικών παροχών που εφαρμόζονται στον πρόεδρο, το γενικό γραμματέα, τα μέλη του διδακτικού σώματος, το προσωπικό και τους ερευνητές.

Εάν αυτές οι παροχές δεν έχουν προβλεφθεί, τα πρόσωπα που αναφέρονται στο προηγούμενο εδάφιο, μπορούν να επιλέξουν μεταξύ της εφαρμογής της νομοθεσίας του Κράτους όπου είναι η έδρα και την εφαρμογή της νομοθεσίας του συμβαλλόμενου Κράτους στην οποία τα πρόσωπα αυτά υπόκειντο ή του συμβαλλόμενου Κράτους του οποίου είναι υπήκοοι.

Αυτή η επιλογή, που δεν μπορεί να γίνει παρά μία μόνο φορά, πραγματοποιείται την ημερομηνία εισόδου στο Ινστιτούτο.

2. Κατάλληλες ρυθμίσεις θα γίνουν στα πλαίσια του καταστατικού και των ρυθμιστικών διατάξεων σχετικά με τα μέλη του διδακτικού σώματος και των ερευνητών που είναι υπήκοοι άλλων Κρατών εκτός των συμβαλλομένων.

Άρθρο 12.

1. Με τους όρους και σύμφωνα με την καθορισμένη από το ανώτατο συμβούλιο διαδικασία που αποφασίζει μέσα σε ένα χρόνο από τη θέση σε ισχύ της σύμβασης, ο πρόεδρος, ο

γενικός γραμματέας, τα μέλη του διδακτικού σώματος και το προσωπικό του Ινστιτούτου θα υποβληθούν σε ένα φόρο επί των αποδοχών και των αμοιβών υπέρ του Ινστιτούτου που καταβάλλονται από αυτό. Από την ημέρα που αυτός ο φόρος θα εφαρμοστεί, οι παραπάνω αποδοχές και αμοιβές θα απαλλάσσονται από τον εθνικό φόρο εισοδήματος και τα συμβαλλόμενα Κράτη διατηρούν τη δυνατότητα να λάβουν υπόψη τους αυτές τις αποδοχές και αμοιβές για τον υπολογισμό του ύψους του φόρου που θα εισπράξουν από το εισόδημα άλλων πηγών.

2. Οι διατάξεις της παραγράφου 1 δεν εφαρμόζονται στην πρόσοδο και τις συντάξεις που καταβάλλονται από το Ινστιτούτο στους πρώην προέδρους και γενικούς γραμματείς όπως και στα πρώην μέλη του διδακτικού σώματος και του προσωπικού του.

3. Για την εφαρμογή του φόρου εισοδήματος και περιουσίας, των φόρων κληρονομίας, όπως και των συμβάσεων που έχουν ως στόχο τη μη διπλή επιβολή φόρου και που συνάφθηκαν μεταξύ των συμβαλλόμενων Κρατών, ο πρόεδρος, ο γενικός γραμματέας, τα μέλη του διδακτικού σώματος και το προσωπικό του Ινστιτούτου, οι οποίοι μόνο λόγω της άσκησης των καθηκόντων στο Ινστιτούτο εγκαθίστανται στην επικράτεια ενός συμβαλλόμενου Κράτους άλλο από τη χώρα όπου φορολογούνται τη στιγμή της εισόδου τους στις υπηρεσίες του Ινστιτούτου, θεωρούνται, τόσο στη χώρα διαμονής τους όσο και στη χώρα όπου φορολογούνται, ότι έχουν κρατήσει την κατοικία τους σ' αυτήν την τελευταία χώρα, εάν αυτή είναι ένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη. Αυτή η διάταξη εφαρμόζεται επίσης στο (στη) σύζυγο στο μέτρο όπου αυτός δεν έχει δική του επαγγελματική δραστηριότητα, όπως και στα προστατευόμενα τέκνα ή που είναι υπό την επιτήρηση των ατόμων που αναφέρονται στο παρόν άρθρο.

Άρθρο 13.

Το ανώτατο συμβούλιο, με ομόφωνη απόφασή του, καθορίζει τις κατηγορίες των ατόμων στις οποίες εφαρμόζονται ολικά ή μερικά οι διατάξεις των άρθρων 9 έως 12.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙΙ: Γενικές διατάξεις

Άρθρο 14.

1. Τα προνόμια, ασυλίες και διευκολύνσεις που παραχωρούνται από το πρωτόκολλο είναι αποκλειστικά προς το συμφέρον των συμβαλλόμενων Κρατών ή του Ινστιτούτου, και όχι για προσωπικό όφελος των δικαιούχων.

2. Οι αρμόδιες αρχές έχουν όχι μόνο το δικαίωμα αλλά και καθήκον να άρουν την ετεροδικία εάν αυτή παρακωλύει το έργο της δικαιοσύνης και εάν μπορεί να αρθεί χωρίς να διακυβεύει τους σκοπούς για τους οποίους παραχωρήθηκε.

3. Οι αρμόδιες αρχές που αναφέρονται στην παράγραφο 2 είναι:

— τα συμβαλλόμενα Κράτη για τους εκπροσώπους τους στο ανώτατο συμβούλιο του Ινστιτούτου

— τα όργανα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων για τον εκπρόσωπο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων που συμμετέχει στις συνεδριάσεις του ανώτατου συμβουλίου

— το ανώτατο συμβούλιο του Ινστιτούτου για τον πρόεδρο και το γενικό γραμματέα

— ο πρόεδρος του Ινστιτούτου για τα μέλη του διδακτικού σώματος και το προσωπικό του Ινστιτούτου.

Άρθρο 15.

Οι διατάξεις του παρόντος πρωτοκόλλου δεν μπορούν να αμφισβητήσουν το δικαίωμα για καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη να πάρουν όλες τις χρήσιμες προφυλάξεις για την ασφάλειά του.

Άρθρο 16.

Κανένα συμβαλλόμενο Κράτος δεν υποχρεούται να παραχωρήσει στους υπηκόους του και στους μόνιμους κατοίκους του τα προνόμια και τις ασυλίες που αναφέρονται στο άρθρο 7, στο άρθρο 9 γράμμα γ' και δ' και στο άρθρο 10.

Άρθρο 17.

Οι επίσημες δραστηριότητες του Ινστιτούτου υπό την έννοια του παρόντος πρωτοκόλλου περιλαμβάνουν τη διοικητική του λειτουργία και τις δραστηριότητες διδασκαλίας και έρευνας προκειμένου να πραγματοποιηθούν σκοποί που καθορίζονται από τη σύμβαση που ιδρύει ένα ευρωπαϊκό πανεπιστημιακό Ινστιτούτο.

Άρθρο 18.

Με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 9 παρ. 1 γράμμα δ', καμία φορολογική απαλλαγή δεν παρέχεται για τα αγαθά τα οποία προορίζονται αποκλειστικά για τις ίδιες ανάγκες των μελών του προσωπικού του Ινστιτούτου.

Τα εισαγόμενα αγαθά ή που αποκτήθηκαν βάσει των διατάξεων του παρόντος πρωτοκόλλου δεν μπορούν στη συνέχεια να πωληθούν, να μεταβιβασθούν ή να παραχωρηθούν έναντι καταβολής ενοικίου παρά μόνο με τους όρους που καθορίζονται από τις κυβερνήσεις των Κρατών που έκαναν τις εξαιρέσεις.

Άρθρο 19.

1. Οι διατάξεις του παρόντος πρωτοκόλλου θα εφαρμοστούν με πνεύμα στενής συνεργασίας από τον πρόεδρο του Ινστιτούτου και τις αρμόδιες αρχές των συμβαλλόμενων Κρατών προκειμένου να διευκολυνθεί, σεβόμενοι την ανεξαρτησία του Ινστιτούτου, η εφαρμογή της δικαιοσύνης, η εφαρμογή της κοινωνικής νομοθεσίας, των κανονισμών της αστυνομίας, της ασφάλειας και της δημόσιας υγείας και προκειμένου να αποφευχθεί κάθε κατάχρηση των προνομίων, ασυλιών και διευκολύνσεων που προβλέπονται από το πρωτόκολλο. Η διαδικασία συνεργασίας που αναφέρεται στην παρούσα παράγραφο μπορεί να διευκρινιστεί στις συμπληρωματικές συμφωνίες που προβλέπονται από το άρθρο 20.

2. Τα ονόματα, οι ιδιότητες και οι διευθύνσεις των προσώπων που επωφελούνται από τις διατάξεις του άρθρου 9 έως 12 όπως και το καθεστώς που εφαρμόζεται σε αυτούς ανακοινώνονται περιοδικά στις κυβερνήσεις των συμβαλλόμενων Κρατών.

Άρθρο 20.

Συμπληρωματικές συμφωνίες μπορούν να συναφθούν μεταξύ του Ινστιτούτου και ενός ή πολλών συμβαλλόμενων Κρατών για την εκτέλεση και την εφαρμογή του παρόντος πρωτοκόλλου. Το ανώτατο συμβούλιο παίρνει ομόφωνα τις αποφάσεις σχετικά με την εφαρμογή του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 21.

Οι διατάξεις του άρθρου 29 της σύμβασης εφαρμόζονται στις διαφορές τις σχετικές με το παρόν πρωτόκολλο.

Το κείμενο που προηγείται είναι επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο του μοναδικού αντίτυπου της σύμβασης για την ίδρυση ενός Ευρωπαϊκού Πανεπιστημιακού Ινστιτούτου όπως και του πρωτοκόλλου που επισυνάπτεται που υπογράφηκε στη Φλωρεντία στις δεκαεννέα Απριλίου χίλια εννιακόσια εβδομήντα δύο και κατατέθηκε στα αρχεία της Κυβέρνησης της Δημοκρατίας της Ιταλίας.

Ο αρχηγός της Υπηρεσίας του διπλωματικού συμβουλευτικού οργάνου για τις Συνθήκες και τα νομοθετικά θέματα.

(υπογραφή)

Τελική Πράξη

Οι Πληρεξούσιοι των συμβαλλόμενων μερών που συναντήθηκαν στη Φλωρεντία στις 19 Απριλίου του 1972 για την υπογραφή της Ιδρυτικής σύμβασης ενός Ευρωπαϊκού Πανεπιστημιακού Ινστιτούτου.

ΕΝΕΚΡΙΝΑΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ ΚΕΙΜΕΝΑ:

— Ιδρυτική σύμβαση ενός Ευρωπαϊκού Πανεπιστημιακού Ινστιτούτου.

— Πρωτόκολλο σχετικά με τα προνόμια και τις ασυλίες του Ευρωπαϊκού Πανεπιστημιακού Ινστιτούτου.

Τη στιγμή της υπογραφής των κειμένων, οι πληρεξούσιοι:

— Υιοθέτησαν τις δηλώσεις που αναφέρονται στο παράρτημα Ι.

— Έλαβαν υπόψη τις δηλώσεις της Κυβέρνησης της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας που αναφέρονται στο παράρτημα ΙΙ.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι.

Ι. Δηλώσεις που αναφέρονται στις διατάξεις της σύμβασης.

Στο άρθρο 6

α) ο εσωτερικός κανονισμός του ανώτατου συμβουλίου καθορίζει τις προϋποθέσεις που απαιτούνται για να επικουρούνται οι εκπρόσωποι της κυβέρνησης από εμπειρογνώμονες.

β) ο εσωτερικός κανονισμός διευκρινίζει ότι το ανώτατο συμβούλιο συνεδριάζει ανάλογα με τις ανάγκες και ότι μπορεί να συνεδριάζει και σε άλλα μέρη εκτός από τη Φλωρεντία. που βρίσκονται στην επικράτεια των συμβαλλόμενων μερών.

γ) το ανώτατο συμβούλιο θα πάρει τα αναγκαία μέτρα σχετικά με τις επίσημες εκδόσεις του Ινστιτούτου· μπορεί να προσφύγει γι' αυτόν το σκοπό στο Γραφείο επίσημων εκδόσεων των ευρωπαϊκών κοινοτήτων.

Παράγραφος 5. γ:

Οι διατάξεις του άρθρου 6 παρ. 5 υπό γ δεν αποκλείουν τη δυνατότητα στο ανώτατο συμβούλιο να ορίζει το Ευρωπαϊκό Δικαστήριο — αφού συμβουλευθεί τον Πρόεδρό του — σαν αρχή η οποία καλείται να διευθετήσει τις διαφορές μεταξύ του Ινστιτούτου και του προσωπικού του.

Στο άρθρο 10

Η οργάνωση των ερευνών σε κάποιο συγκεκριμένο τμήμα σημαίνει απλώς ότι αυτό το τμήμα είναι ο βασικός συντονιστής. Αυτό δεν αποκλείει καθόλου την προσφυγή στα άλλα τμήματα για να εξασφαλισθεί σε κάθε επιστημονική δραστηριότητα ο απαραίτητος διεπιστημονικός χαρακτήρας.

Στο άρθρο 12

α) Τα σεμινάρια και οι ομάδες έρευνας θα δημιουργηθούν για το χρόνο που απαιτείται για τη μελέτη του επιλεγέντος θέματος ή την περάτωση της προβλεπόμενης έρευνας.

β) Σχετικά με τη μέθοδο εργασίας, η κατάρτιση που παρέχεται από το Ινστιτούτο στηρίζεται κυρίως στη συμμετοχή στην έρευνα. Η διάρκεια της έρευνας είναι δυνατό να κυμαίνεται αλλά η απονομή ενός ειδικού τίτλου απαιτεί μία περίοδο εργασίας τουλάχιστο δύο ετών και την παρουσίαση μιας πρωτότυπης εργασίας με τους όρους που καθορίζει το άρθρο 14 της σύμβασης.

Στο άρθρο 14

α) Οι τίτλοι σπουδών που προβλέπονται στο άρθρο 14 παρ. 1 θα είναι π.χ. οι ακόλουθοι:

«Διδάκτωρ νομικής του Ευρωπαϊκού Πανεπιστημιακού Ινστιτούτου της Φλωρεντίας»

«Διδάκτωρ πολιτικών επιστημών του Ευρωπαϊκού Πανεπιστημιακού Ινστιτούτου της Φλωρεντίας».

β) Το πρόβλημα της αναγνώρισης της ισοτιμίας του διδακτορικού διπλώματος του Ινστιτούτου θα μελετηθεί σε ένα πιο γενικό πλαίσιο. Το ανώτατο συμβούλιο θα μπορεί να κάνει συστάσεις στις κυβερνήσεις των συμβαλλόμενων Κρατών σε δεδομένη στιγμή.

γ) Η δημοσίευση μιας εργασίας έχει σαν στόχο να την καταστήσει πιο προσιτή στο κοινό που ενδιαφέρεται. Οι διατάξεις που πρέπει να ληφθούν για την εφαρμογή του άρθρου 14 παρ. 2 θα διευκρινίζουν ότι αυτή η δημοσίευση μπορεί να εξασφαλισθεί όχι μόνο με τη δημοσίευση σε μια επιθεώρηση ή υπό μορφή φυλλαδίου ή βιβλίου αλλά και με κάθε άλλο κατάλληλο τρόπο αναπαραγωγής (μικροφίλμ, πολυγράφηση κλπ).

Στο άρθρο 15

Παράγραφος 1

Η εντολή των τακτικών καθηγητών του Ινστιτούτου είναι τριετής και μπορεί να ανανεωθεί.

Παράγραφος 3

Πρόκειται ειδικότερα για τη διατήρηση των κεκτημένων δικαιωμάτων σε εθνικό επίπεδο και σε δεδομένη περίπτωση για την απόκτηση τέτοιων δικαιωμάτων, όπως και τη δυνατότητα επιστροφής σε ένα ίδρυμα στη χώρα καταγωγής, ειδικότερα στην περίπτωση όπου η παραμονή στο Ινστιτούτο θα ήταν περιορισμένης διάρκειας.

Στο άρθρο 16

Παράγραφος 1

Λαμβανομένων υπόψη του επιπέδου σπουδών και των απαιτήσεων για την οργάνωση των εργασιών, ο πιθανός αριθμός των ερευνητών θα είναι, τουλάχιστο σε μία πρώτη φάση, μεταξύ 250 και 600.

Παράγραφος 3

α) Οι διατάξεις σχετικά με την εισαγωγή των φοιτητών και των ερευνητών πρέπει να διευκρινίζουν ειδικότερα το απαιτούμενο επίπεδο των προηγούμενων σπουδών και τη γνώση των επίσημων γλωσσών του Ινστιτούτου.

β) Οι λέξεις «να λαμβάνεται υπόψη στο μέτρο που είναι δυνατό η γεωγραφική τους καταγωγή» πρέπει να ερμηνεύονται με την έννοια ότι τα προσόντα είναι το βασικό κριτήριο που θα πρέπει η Επιτροπή να λάβει υπόψη της αλλά και ότι οφείλει να φροντίζει εξίσου για μια ισόρροπη κατανομή των διαφόρων εθνικοτήτων των ερευνητών.

Στο άρθρο 17

Συνίσταται στους εκπροσώπους των κυβερνήσεων, στα πλαίσια του ανώτατου συμβουλίου, να συνεννοούνται προκειμένου το ποσοστό και οι τρόποι απονομής υποτροφιών που χορηγούνται από καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη να είναι συγκρίσιμα.

Στο άρθρο 25

α) Ο πρώτος εξοπλισμός των κτιρίων που χτίστηκαν ή επισκευάσθηκαν πρόσφατα και που διατίθενται από την ιταλική κυβέρνηση στο Ευρωπαϊκό Πανεπιστημιακό Ινστιτούτο βαρύνει αυτήν την κυβέρνηση.

β) Το διδακτικό υλικό και ο κινητός εξοπλισμός είναι το είδος της επένδυσης που αποσβένεται από κανονικές χορηγήσεις του προϋπολογισμού και κατά συνέπεια στενά συνδεδεμένο με τη λειτουργία του Ινστιτούτου. Είναι φυσικό αυτές οι χορηγήσεις να βαρύνουν τον ετήσιο προϋπολογισμό.

Οι δαπάνες οι σχετικές με τον συμπληρωματικό εξοπλισμό βαρύνουν τον προϋπολογισμό του Ινστιτούτου και εξασφαλίζονται σύμφωνα με τους συνηθισμένους κανόνες για τη χρηματοδότηση των δαπανών του Ινστιτούτου.

Στο άρθρο 26

Οι διατάξεις χρηματοδότησης θα διευκρινίζουν ότι στην περίπτωση όπου τα συμβαλλόμενα μέρη θα καταβάλλουν τη συνεισφορά τους στο εθνικό τους νόμισμα:

— τα διαθέσιμα υπόλοιπα αυτών των συνεισφορών θα κατατίθενται στα Δημόσια Ταμεία των συμβαλλόμενων Κρατών ή σε οργανισμούς που υποδεικνύονται από αυτά τα Κράτη.

— κατά τη διάρκεια αυτής της κατάθεσης, τα κεφάλαια που έχουν κατατεθεί θα διατηρούν την αξία που αντιστοιχεί στην ισοτιμία που ίσχυε την ημέρα της κατάθεσης, σε σχέση με τη νομισματική μονάδα στην οποία θα συνταχθεί ο προϋπολογισμός του Ινστιτούτου.

Στο άρθρο 29

Δεύτερο εδάφιο

Το κείμενο του άρθρου 29 της συνθήκης δεν αποκλείει το Ευρωπαϊκό Δικαστήριο να μπορεί να ορισθεί σα διαιτητική αρχή από τον πρόεδρο αυτού.

Στο άρθρο 30

Μια προπαρασκευαστική επιτροπή που αποτελείται από εκπροσώπους των κυβερνήσεων και από έναν εκπρόσωπο της COMMISSION (χωρίς δικαίωμα ψήφου) θα συνέλθει μετά την υπογραφή της σύμβασης. Θα προβεί στις απαραίτητες

προπαρασκευαστικές εργασίες και ειδικότερα στην κατάρτιση ενός σχεδίου συμφωνίας για την έδρα προκειμένου η έναρξη λειτουργίας του Ινστιτούτου να γίνει όσο το δυνατό συντομότερα από την έναρξη ισχύος της σύμβασης.

II. Διάφορες δηλώσεις.

Α. Χρηματοδότηση και δομή του Ινστιτούτου.

α) Στον πρόεδρο θα χορηγηθεί η αμοιβή και η αποζημίωση ενός καθηγητή προσαυξημένες, κατά τη διάρκεια της διοικητικής εντολής του, με μία αποζημίωση για διοικητικά έξοδα (περίπου 20% της αμοιβής).

β) Η αμοιβή του γενικού γραμματέα πρέπει να είναι κατώτερη από αυτήν του προέδρου και θα μπορούσε να ισοδυναμεί με την αμοιβή ενός καθηγητή.

γ) Τα αποτελέσματα των ερευνών του Ινστιτούτου πρέπει να δημοσιεύονται και πρέπει να προβλεφθεί γι' αυτόν το σκοπό ένα ειδικό κονδύλι στον προϋπολογισμό από το δεύτερο ή τρίτο χρόνο λειτουργίας.

Β. Κατοικία ερευνητών.

Η Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Ιταλίας θα εξασφαλίσει την κατοικία των ερευνητών με χαμηλό ενοίκιο.

Τα μέτρα που θα ληφθούν ενδεχομένως γι' αυτό το θέμα δεν πρέπει να επιβαρύνουν τον προϋπολογισμό του Ινστιτούτου.

Γ. Ενδεχόμενη προσχώρηση κρατών μη μελών των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Τέσσερα χρόνια μετά την έναρξη ισχύος της σύμβασης το ανώτατο συμβούλιο, μετά από συνεννόηση με το ακαδημαϊκό συμβούλιο θα παρουσιάσει στα συμβαλλόμενα Κράτη μία έκθεση σχετικά με την ενδεχόμενη εγγραφή στη σύμβαση μιας ρήτρας που θα επιτρέπει σε κράτη μη μέλη των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων να προσυπογράψουν τη σύμβαση.

Δ. Επανεξέταση του προβλήματος ενδεχόμενης καταγγελίας.

Το θέμα μιας ενδεχόμενης καταγγελίας της σύμβασης θα γίνει αντικείμενο μιας επανεξέτασης σύγχρονως με την έκθεση που προβλέπεται από τη δήλωση Γ.

Ε. Κολλέγιο της Ευρώπης στη BRUGES.

Τα συμβαλλόμενα μέρη λαμβάνουν υπόψη την παρακάτω δήλωση που έγινε κατά τη διάρκεια της συνόδου του Συμβουλίου και της Διάσκεψης των Υπουργών Εθνικής Παιδείας των κρατών-μελών στις 16 Νοεμβρίου 1971.

«Οι ακαδημαϊκές αρχές των Ινστιτούτων της Φλωρεντίας και της BRUGES πρέπει να συνεργάζονται μεταξύ τους για να οργανώσουν και να καθορίσουν με τον πιο κατάλληλο τρόπο τα αντίστοιχα προγράμματα σπουδών για ό,τι αφορά τα παράλληλα ή συγκλίνοντα θέματα και δραστηριότητες».

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II

Δηλώσεις της Κυβέρνησης της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας.

Η Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας επιφυλάσσει σε αυτήν το δικαίωμα να δηλώσει, κατά την κατάθεση της επικύρωσης της σύμβασης περί δημιουργίας ενός ευρωπαϊκού πανεπιστημιακού Ινστιτούτου, ότι η παρούσα σύμβαση εφαρμόζεται επίσης στο ομοσπονδιακό κρατίδιο του Βερολίνου.

Σχετικά με τον ορισμό των «υπηκόων», η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας αναφέρεται στη δήλωση που έκανε στις 25 Μαρτίου 1957 κατά την υπογραφή των συνθηκών περί ιδρύσεως της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και της Ευρωπαϊκής Κοινότητας Ατομικής Ενέργειας.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 10 Ιουλίου 1986

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ	**ΔΗΜΗΤΡΗΣ ΤΣΟΒΟΛΑΣ**

ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

ΑΝΤΩΝΗΣ ΤΡΙΤΣΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 15 Ιουλίου 1986

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ